

Christian Dior  
**Dior**

UNOFFICIAL FREE NON BINDING TRANSLATION, FOR INFORMATION PURPOSES ONLY, OF THE FRENCH LANGUAGE VERSION. IN THE EVENT OF ANY AMBIGUITY OR CONFLICT BETWEEN CORRESPONDING STATEMENTS OR OTHER ITEMS CONTAINED IN THIS DOCUMENT, THE RELEVANT STATEMENTS OR ITEMS OF THE FRENCH LANGUAGE VERSION SHALL PREVAIL.

**Emprunt obligataire de 300.000.000 €  
portant intérêt au taux de 4 % l'an  
et venant à échéance le 12 mai 2016**

**€ 300,000,000  
4 per cent. Notes  
due 12 May 2016**

**Prix d'Emission : 99,481 %**

**Issue Price: 99.481 per cent.**

Ce document constitue un prospectus (le "**Prospectus**") au sens de l'article 5.3 de la directive CE/2003/71 du Parlement Européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003 et a été approuvé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier au Luxembourg ("**CSSF**").

This document constitutes a prospectus (the "**Prospectus**") for the purposes of Article 5.3 of Directive 2003/71/EC of the European Parliament and the Council dated 4 November 2003 and has been approved by the Luxembourg Commission de Surveillance du Secteur Financier ("**CSSF**").

Les obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire de Christian Dior (l'"**Emetteur**") d'un montant nominal total de 300.000.000 € portant intérêt au taux de 4 % l'an, venant à échéance le 12 mai 2016 (les "**Obligations**") seront émises le 12 mai 2011.

The € 300,000,000 4 per cent. notes of Christian Dior (the "**Issuer**") maturing on 12 May 2016 (the "**Notes**") will be issued on 12 May 2011.

Les Obligations porteront intérêt à compter du 12 mai 2011 inclus au taux de 4 % l'an, payable annuellement à terme échu le 12 mai de chaque année, et pour la première fois le 12 mai 2012 pour la période courant du 12 mai 2011 inclus au 12 mai 2012 exclu.

Interest on the Notes will accrue from, and including, 12 May 2011 at the rate of 4 per cent. per annum, payable annually in arrear on 12 May in each year, and for the first time on 12 May 2012 for the period from, and including, 12 May 2011 to, but excluding, 12 May 2012.

A moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées ou rachetées et annulées, conformément aux modalités des Obligations, les Obligations seront remboursées à leur valeur nominale le 12 mai 2016. Les Obligations pourront, et dans certaines hypothèses devront, être remboursées avant cette date, en totalité seulement, à leur valeur nominale, majorée, le cas échéant, des intérêts courus, notamment dans le cas où interviendrait un changement de régime fiscal dans les conditions décrites à l'Article 6 des Modalités des Obligations "Fiscalité" ou dans l'un des cas décrits à l'Article 8 des Modalités des Obligations "Cas d'exigibilité anticipée".

Unless previously redeemed or purchased and cancelled, in accordance with the terms and conditions of the Notes, the Notes will be redeemed at their principal amount on 12 May 2016. The Notes may, and in certain circumstances shall, be redeemed before this date, in whole only but not in part, at their principal amount, together with, if applicable, accrued interest, notably in the event of any change in taxation as described under Condition 6 of the Terms and Conditions of the Notes "Taxation" or if any event occurs as described under Condition 8 of the Terms and Conditions of the Notes "Events of default".

Les Obligations seront émises sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale de 100.000 euros chacune. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations ne sera remis.

The Notes will be issued in dematerialised bearer form in the denomination of € 100,000. Title to the Notes will be evidenced by book entries in accordance with Article L.211-3 of the French Code monétaire et financier. No physical document of title will be issued in respect of the Notes.

Une fois émises, les Obligations seront inscrites en compte le 12 mai 2011 dans les livres d'Euroclear France qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. "**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") et Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

The Notes will, upon issue, be inscribed on 12 May 2011 in the books of Euroclear France which shall credit the accounts of the Account Holders. "**Account Holders**" shall mean any intermediary institution entitled to hold, directly or indirectly, accounts on behalf of its customers with Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") and Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

Les Obligations ont fait l'objet d'une demande auprès de la Bourse du Luxembourg pour être cotées à la Cote Officielle et admises aux négociations sur le marché réglementé (au sens de la directive CE/2004/39 telle qu'amendée) de la Bourse du Luxembourg.

Application has been made to the Luxembourg Stock Exchange for the Notes to be listed on the Official List and admitted to trading on the regulated market (within the meaning of directive 2004/39/EC as amended) of the Luxembourg Stock Exchange.

Ni les Obligations, ni la dette à long terme de l'Emetteur n'ont fait l'objet d'une notation.

Neither the Notes nor the long-term debt of the Issuer are rated.

Se reporter à la section "**Facteurs de Risque**" pour une description de certains facteurs devant être pris en compte par des investisseurs potentiels avant tout investissement dans les Obligations.

See the "**Risk Factors**" section for a description of certain factors which should be considered by potential investors in connection with any investment in the Notes.

**Co-Chefs de File**  
**CRÉDIT AGRICOLE CIB**

**Joint Lead Managers**  
**ING COMMERCIAL BANKING**

**NATIXIS**

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CORPORATE &  
 INVESTMENT BANKING**

*L'Emetteur accepte la responsabilité de l'information contenue dans le présent Prospectus. A sa meilleure connaissance (après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet), les informations contenues dans le présent Prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.*

*Ni Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, ni ING Belgique SA, ni Natixis et ni Société Générale (ensemble, les "Co-Chefs de File") n'ont vérifié les informations contenues dans le présent Prospectus. Les Co-Chefs de File ne font aucune déclaration expresse ou implicite, et n'acceptent aucune responsabilité quant à l'exactitude ou au caractère exhaustif de toute information contenue dans le présent Prospectus. Le Prospectus et toute autre information fournie dans le cadre de l'offre des Obligations ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation financière ou une quelconque évaluation et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat d'Obligations formulée par l'Emetteur ou l'un des Co-Chefs de File à l'attention des destinataires du présent Prospectus ou de tous autres états financiers.*

*Ni le présent Prospectus ni aucune autre information fournie dans le cadre de l'offre des Obligations ne constitue une offre, ou une invitation de (ou pour le compte de) l'Emetteur ou de l'un des Co-Chefs de File à souscrire ou à acquérir l'une quelconque des Obligations.*

*Nul n'est autorisé à donner des informations ou à faire des déclarations relatives à l'émission ou la vente des Obligations autres que celles contenues dans le présent Prospectus. Toutes informations ou déclarations non incluses dans le présent Prospectus ne sauraient en aucune façon être autorisées par ou au nom et pour le compte de l'Emetteur ou des Co-Chefs de File. En aucune circonstance, la remise de ce Prospectus ou une quelconque vente des Obligations ne peut impliquer (i) qu'il n'y ait pas eu de changement dans la situation de l'Emetteur ou du groupe constitué de l'Emetteur et de ses entités affiliées et filiales depuis la date du présent Prospectus et (ii) que les informations qu'il contient ou qui y sont incorporées par référence soient exactes à toute date postérieure à la date indiquée sur le présent Prospectus.*

*Le présent Prospectus et tout document d'information relatif à l'Emetteur ou aux Obligations ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation de la situation financière de l'Emetteur ou une quelconque évaluation des Obligations et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat des Obligations formulée par l'Emetteur ou l'un des Co-Chefs de File. Chaque acquéreur potentiel des Obligations devra juger lui-même de la pertinence des informations contenues dans le présent Prospectus et fonder sa décision d'achat des Obligations sur les recherches qu'il jugera nécessaires. Aucun Co-Chef de File ne s'engage à contrôler la situation financière ou la situation générale de l'Emetteur pendant la durée de l'emprunt, ou à faire part à un quelconque investisseur ou investisseur potentiel des informations qu'il serait amené à connaître à ce sujet. Les investisseurs devraient revoir, entre autres, les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus pour décider s'ils souscrivent ou achètent, ou non, des Obligations. Les investisseurs doivent en particulier procéder à leur propre analyse et leur propre évaluation des risques liés à l'Emetteur, à son activité, à sa situation financière et aux Obligations émises et doivent consulter leurs propres conseillers financiers ou juridiques quant aux risques associés à l'investissement dans les Obligations et quant à la pertinence d'un investissement en Obligations à la lumière de leur propre situation. Les investisseurs potentiels devraient lire attentivement la section*

*The Issuer accepts responsibility for the information contained in this Prospectus. To the best of its knowledge (having taken all reasonable care to ensure that such is the case), the information contained in this Prospectus is in accordance with the facts and contains no omission likely to affect its import.*

*Neither Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, nor ING Belgium SA/NV, nor Natixis and nor Société Générale (together, the "Joint Lead Managers") have separately verified the information contained in this Prospectus. The Joint Lead Managers do not make any representation, express or implied, or accept any responsibility, with respect to the accuracy or completeness of any of the information in this Prospectus. Neither this Prospectus nor any other information supplied in connection with the offering of the Notes is intended to provide the basis of any credit or other evaluation and should not be considered as a recommendation by any of the Issuer or the Joint Lead Managers that any recipient of this Prospectus or any other financial statements should purchase the Notes.*

*Neither this Prospectus nor any other information supplied in connection with the offering of the Notes constitutes an offer of, or an invitation by (or on behalf of), any of the Issuer or the Joint Lead Managers to subscribe or purchase any of the Notes.*

*No person is authorised to give any information or to make any representation related to the issue or to the sale of the Notes not contained in this Prospectus. Any information or representation not so contained herein must not be relied upon as having been authorised by or on behalf of the Issuer or the Joint Lead Managers. The delivery of this Prospectus or any sale of Notes at any time does not imply (i) that there has been no change with respect to the Issuer or the Issuer and its affiliated entities and subsidiaries taken as a whole, since the date hereof and (ii) that the information contained or incorporated by reference in it is correct as at any time subsequent to its date.*

*The Prospectus and any other information relating to the Issuer or the Notes are not intended to constitute any credit or other evaluation of the financial position of the Issuer or of the Notes and should not be considered as a recommendation by any of the Issuer or the Joint Lead Managers to purchase the Notes. Each prospective investor of Notes should determine for itself the relevance of the information contained in this Prospectus and its purchase of Notes should be based upon such investigation as it deems necessary. None of the Joint Lead Managers undertakes to review the financial or general condition of the Issuer during the life of the arrangements contemplated by this Prospectus nor to advise any investor or prospective investor in the Notes of any information coming to its attention. Investors should review, inter alia, the documents incorporated by reference into this Prospectus when deciding whether or not to subscribe for or to purchase the Notes. Investors should in particular conduct their own analysis and evaluation of risks relating to the Issuer, its business, its financial condition and the issued Notes and consult their own financial or legal advisers about risks associated with investment Notes and the suitability of investing in the Notes in light of their particular circumstances. Potential investors should read carefully the section entitled "Risk Factors" set out in this Prospectus before making a decision to invest in the Notes.*

intitulée "Facteurs de risque" du présent Prospectus avant de décider d'investir dans les Obligations.

Dans certains pays, la diffusion du présent Prospectus et l'offre ou la vente des Obligations peuvent faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires. Ni l'Emetteur ni aucun Co-Chef de File ne garantit que le présent Prospectus sera distribué conformément à la loi, ou que les Obligations seront offertes conformément à la loi, dans le respect de tout enregistrement applicable ou de toute autre exigence qu'aurait une juridiction, ou en vertu d'une exemption qui y serait applicable, et ils ne sauraient être responsables d'avoir facilité une telle distribution ou une telle offre. En particulier, ni l'Emetteur ni aucun Co-Chef de File n'a entrepris d'action visant à permettre l'offre au public des Obligations ou la distribution du présent Prospectus dans une juridiction qui exigerait une action en ce sens. En conséquence, les Obligations ne pourront être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni le présent Prospectus ni tout autre document d'offre ne pourra être distribué ou publié dans une juridiction, si ce n'est en conformité avec toute loi ou toute réglementation applicable. L'Emetteur et les Co-Chefs de File invitent les personnes auxquelles ce Prospectus serait remis à se renseigner et à respecter ces restrictions. Une description de certaines de ces restrictions d'offre et de vente des Obligations et de distribution du présent Prospectus figure sous le titre "Souscription et Vente" ci-après.

Les Obligations n'ont pas été et ne seront pas enregistrées dans le cadre de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**"). Au regard de la législation américaine, et sous réserve de certaines exceptions, les Obligations ne peuvent être offertes ou vendues aux Etats-Unis ou à des ressortissants américains ("U.S. persons" tel que ce terme est défini par la Réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (la "**Réglementation S**")).

Le présent Prospectus n'a pas été soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers.

Dans le cadre de la présente émission, Natixis (l' "**Etablissement chargé des Opérations de Régularisation**") (ou toute personne agissant pour le compte de l'Etablissement chargé des Opérations de Régularisation) peut effectuer des sur-allocations d'Obligations ou des opérations en vue de maintenir le cours des Obligations à un niveau supérieur à celui qu'elles atteindraient autrement en l'absence de telles opérations. Cependant, il n'est pas assuré que l'Etablissement chargé des Opérations de Régularisation (ou toute personne agissant au nom de l'Etablissement chargé des Opérations de Régularisation) effectuera de telles opérations. Ces Opérations de Régularisation ne pourront débuter qu'à compter de la date à laquelle les conditions de l'émission auront été rendues publiques et, une fois commencées, elles pourront être arrêtées à tout moment et devront prendre fin au plus tard à la première des deux dates suivantes : (i) trente (30) jours après la Date d'Emission des Obligations et (ii) soixante (60) jours après la date d'allocation des Obligations. De telles Opérations de Régularisation seront effectuées conformément aux lois et règlements applicables.

Toute référence dans le présent Prospectus à "€", "**EURO**", "**EUR**" ou à "**euro**" désigne la monnaie des états membres de l'Union européenne ayant adopté la monnaie unique en application du Traité établissant la Communauté européenne (signé à Rome le 25 mars 1957), tel que modifié par le Traité sur l'Union européenne (signé à Maastricht le 7 février 1992) et par le Traité d'Amsterdam (signé à Amsterdam le 2 octobre 1997).

The distribution of this Prospectus and the offering or the sale of the Notes in certain jurisdictions may be restricted by law or regulation. The Issuer and the Joint Lead Managers do not represent that this Prospectus may be lawfully distributed, or that any Notes may be lawfully offered, in compliance with any applicable registration or other requirements in any such jurisdiction, or pursuant to an exemption available thereunder, or assume any responsibility for facilitating any such distribution or offering. In particular, no action has been taken by the Issuer or any of the Joint Lead Managers which is intended to permit a public offering of any Notes or distribution of this Prospectus in any jurisdiction where action for that purpose is required. Accordingly, no Note may be offered or sold, directly or indirectly, and neither this Prospectus nor any offering material may be distributed or published in any jurisdiction, except under circumstances that will result in compliance with any applicable laws and regulations. Persons into whose possession this Prospectus comes are required by the Issuer and the Joint Lead Managers to inform themselves about and to observe any such restrictions. For a further description of certain restrictions on offers and sales of Notes and distribution of this Prospectus and of any other offering material relating to the Notes, see section "Subscription and Sale" below.

The Notes have not been and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933 as amended (the "**Securities Act**"). In accordance with U.S. laws, and subject to certain exceptions, the Notes may not be offered, sold or delivered within the United States or to U.S. persons (as defined in Regulation S under the Securities Act (the "**Regulation S**")).

This Prospectus has not been submitted to the clearance procedures of the Autorité des marchés financiers.

In connection with the issue of the Notes, Natixis (the "**Stabilising Manager**") (or any person acting on behalf of the Stabilising Manager) may over-allot Notes or effect transactions with a view to supporting the market price of the Notes at a level higher than that which might otherwise prevail. However, there is no assurance that the Stabilising Manager (or any person acting on behalf of the Stabilising Manager) will undertake stabilisation action. Any stabilisation action may begin on or after the date of which adequate public disclosure of the terms of the offer of the Notes is made and, if begun, may be ended at any time, but it must end no later than the earlier of thirty (30) days after the Issue Date of the Notes and sixty (60) days after the date of the allotment of the Notes. Such stabilisation will be carried out in accordance with all applicable rules and regulations.

In this Prospectus, references to "€", "**EURO**", "**EUR**" or to "**euro**" are to the lawful currency of the member states of the European Union that adopt the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome on 25 March 1957), as amended by the Treaty on European Union (signed in Maastricht on 7 February 1992) and as amended by the Treaty of Amsterdam (signed in Amsterdam on 2 October 1997).

## TABLE DES MATIERES

	Page
PERSONNE RESPONSABLE DE L'INFORMATION CONTENUE DANS LE PROSPECTUS	5
DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE	6
FACTEURS DE RISQUE	9
MODALITES DES OBLIGATIONS	15
UTILISATION DU PRODUIT DE L'EMISSION	25
DEVELOPPEMENTS RECENTS	26
FISCALITE	42
SOUSCRIPTION ET VENTE	46
INFORMATIONS GENERALES	50

## TABLE OF CONTENTS

	Page
PERSON RESPONSIBLE FOR THE INFORMATION CONTAINED IN THE PROSPECTUS	5
DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE	6
RISK FACTORS	9
TERMS AND CONDITIONS OF THE NOTES	15
USE OF PROCEEDS	25
RECENT DEVELOPMENTS	26
TAXATION	42
SUBSCRIPTION AND SALE	46
GENERAL INFORMATION	50

**PERSONNE RESPONSABLE  
DE L'INFORMATION CONTENUE  
DANS LE PROSPECTUS**

*Christian Dior accepte la responsabilité de l'information contenue dans le présent Prospectus. A sa meilleure connaissance (après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet), les informations contenues dans le présent Prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.*

**CHRISTIAN DIOR**  
30, avenue Montaigne  
75008 Paris  
France

**PERSON RESPONSIBLE  
FOR THE INFORMATION CONTAINED  
IN THE PROSPECTUS**

*Christian Dior accepts responsibility for the information contained in this Prospectus. To the best of its knowledge (having taken all reasonable care to ensure that such is the case), the information contained in this Prospectus is in accordance with the facts and contains no omission likely to affect its import.*

**CHRISTIAN DIOR**  
30, avenue Montaigne  
75008 Paris  
France

**DOCUMENTS INCORPORES  
PAR REFERENCE**

Le présent Prospectus doit être lu et interprété conjointement avec les rapports annuels 2009 et 2010 de l'Emetteur en langue française pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010 qui ont été déposés auprès de la Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") au Luxembourg, et qui sont incorporés par référence dans le présent Prospectus et sont réputés en faire partie.

Des copies des documents incorporés par référence sont disponibles sans frais (i) sur le site Internet de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu), (ii) sur le site Internet de l'Emetteur (www.dior-finance.com) et (iii) sur demande, au siège de l'Emetteur ou de l'Agent Payeur aux heures normales de bureau aussi longtemps que les Obligations seront en circulation, tel qu'indiqué dans la section "Informations Générales" ci-dessous.

Les informations incorporées par référence dans le présent Prospectus doivent être lues conjointement avec la table de concordance ci-après. Toute information non référencée dans la table de concordance ci-après mais incluse dans les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus n'est donnée qu'à titre d'information.

**DOCUMENTS INCORPORATED  
BY REFERENCE**

This Prospectus shall be read and construed in conjunction with the French versions of the Issuer's 2009 annual report relating to the financial year ended on 31 December 2009 and the Issuer's 2010 annual report relating to the financial year ended on 31 December 2010 which have been filed with the CSSF and which are incorporated by reference in, and shall be deemed to form part of, this Prospectus.

Copies of the documents incorporated by reference are available without charge (i) on the website of the Luxembourg Stock Exchange (www.bourse.lu), (ii) on the Issuer's website (www.dior-finance.com) and (iii) upon request at the principal office of the Issuer or of the Paying Agent during normal business hours so long as any of the Notes is outstanding, as described in "General Information" below.

The information incorporated by reference in this Prospectus shall be read in connection with the cross reference list below. Any information not listed in the following cross-reference list but included in the documents incorporated by reference in this Prospectus is given for information purposes only.

<b>Informations incorporées par référence</b> (Annex IX du Règlement communautaire 809/2004/CE)	
<b>3. Facteurs de risque</b>	
	<b>Référence</b> <i>Rapport annuel 2010</i> pages 21 à 23 et pages 24 à 26
<b>4. Informations concernant l'Emetteur</b>	
<u>4.1 Histoire et évolution</u>	
	<b>Référence</b> <i>Rapport annuel 2010</i>
4.1.1 Raison sociale, nom commercial	page 210
4.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement	page 210
4.1.3 Date de constitution, durée	page 210
4.1.4 Siège social, forme juridique, législation et pays d'origine	page 210
4.1.5 Evénements récents	page 85
<b>5. Aperçu des activités</b>	
<u>5.1 Principales activités</u>	
	<b>Référence</b> <i>Rapport annuel 2010</i>
5.1.1 Principales activités	pages 11 à 20

<b>Information incorporated by reference</b> (Annex IX of the European Regulation 809/2004/EC)	
<b>3. Risk factors</b>	
	<b>Reference</b> <i>2010 annual report</i> pages 21 to 23 and pages 24 to 26
<b>4. Information about the Issuer</b>	
<u>4.1 History and development</u>	
	<b>Reference</b> <i>2010 annual report</i>
4.1.1 Legal and commercial name	page 210
4.1.2 Place of registration and registration number	page 210
4.1.3 Date of incorporation and length of life	page 210
4.1.4 Domicile, legal form, legislation and country of incorporation	page 210
4.1.5 Recent events	page 85
<b>5. Business overview</b>	
<u>5.1 Principal activities</u>	
	<b>Reference</b> <i>2010 annual report</i>
5.1.1 Principal activities	pages 11 to 20

<p><b>6. Organigramme</b></p> <p style="text-align: right;"><b>Référence</b> <i>Rapport annuel 2010</i></p> <p>6.1 Description du groupe pages 5 et 210</p>	<p><b>6. Organisational structure</b></p> <p style="text-align: right;"><b>Reference</b> <i>2010 annual report</i></p> <p>6.1 Description of the group pages 5 and 210</p>
<p><b>9. Organes d'administration de direction et de surveillance</b></p> <p style="text-align: right;"><b>Référence</b> <i>Rapport annuel 2010</i></p> <p>9.1 Informations relatives aux organes d'administration et de direction pages 4, 40 à 47, 88, 89, 214 et 215</p> <p>9.2 Conflits d'intérêts pages 88 et 215</p>	<p><b>9. Administrative, management and supervisory bodies</b></p> <p style="text-align: right;"><b>Reference</b> <i>2010 annual report</i></p> <p>9.1 Information concerning the administrative and management bodies pages 4, 40 to 47, 88, 89, 214 and 215</p> <p>9.2 Conflicts of interests pages 88 and 215</p>
<p><b>10. Principaux actionnaires</b></p> <p style="text-align: right;"><b>Référence</b> <i>Rapport annuel 2010</i></p> <p>10.1 Détention et contrôle pages 33, 34, 56, 212 et 213</p>	<p><b>10. Major shareholders</b></p> <p style="text-align: right;"><b>Reference</b> <i>2010 annual report</i></p> <p>10.1 Ownership and control pages 33,34, 56, 212 and 213</p>
<p><b>11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Emetteur</b></p> <p><u>11.1 Informations financières vérifiées pour l'exercice clos le 31 décembre 2009</u></p> <p style="text-align: right;"><b>Référence</b> <i>Rapport annuel 2009</i></p> <p>- <u>Bilan</u></p> <p>Comptes annuels pages 164 et 165</p> <p>Comptes consolidés page 96</p> <p>- <u>Compte de résultat</u></p> <p>Comptes annuels page 166</p> <p>Comptes consolidés page 94</p> <p>- <u>Annexes</u></p> <p>Comptes annuels pages 168 à 176</p> <p>Comptes consolidés pages 99 à 160</p> <p>- <u>Rapport des commissaires aux comptes</u></p> <p>Comptes annuels pages 179 et 180</p> <p>Comptes consolidés pages 161 et 162</p> <p><u>11.1 Informations financières vérifiées pour l'exercice clos le 31 décembre 2010</u></p> <p style="text-align: right;"><b>Référence</b> <i>Rapport annuel 2010</i></p> <p>- <u>Bilan</u></p> <p>Comptes annuels pages 170 et 171</p> <p>Comptes consolidés page 102</p> <p>- <u>Compte de résultat</u></p> <p>Comptes annuels page 172</p> <p>Comptes consolidés page 100</p> <p>- <u>Annexes</u></p> <p>Comptes annuels pages 174 à 183</p> <p>Comptes consolidés pages 105 à 166</p> <p>- <u>Rapport des commissaires aux comptes</u></p> <p>Comptes annuels pages 186 et 187</p> <p>Comptes consolidés pages 167 et 168</p> <p><u>11.3 Autres informations auditées</u></p> <p style="text-align: right;"><b>Référence</b></p>	<p><b>11. Financial information concerning the Issuer's assets and liabilities, financial position and profits and losses</b></p> <p><u>11.1 Issuer's audited annual financial statements for the year ended 31 December 2009</u></p> <p style="text-align: right;"><b>Reference</b> <i>2009 annual report</i></p> <p>- <u>Balance sheet</u></p> <p>Annual financial statements pages 164 et 165</p> <p>Consolidated financial statements page 96</p> <p>- <u>Profit and loss Account</u></p> <p>Annual financial statements page 166</p> <p>Consolidated financial statements page 94</p> <p>- <u>Notes</u></p> <p>Annual financial statements pages 168 to 176</p> <p>Consolidated financial statements pages 99 to 160</p> <p>- <u>Auditors' report</u></p> <p>Annual financial statements pages 179 and 180</p> <p>Consolidated financial statements pages 161 and 162</p> <p><u>11.1 Issuer's audited annual financial statements for the year ended 31 December 2010</u></p> <p style="text-align: right;"><b>Reference</b> <i>2010 annual report</i></p> <p>- <u>Balance sheet</u></p> <p>Annual financial statements pages 170 and 171</p> <p>Consolidated financial statements page 102</p> <p>- <u>Profit and loss Account</u></p> <p>Annual financial statements page 172</p> <p>Consolidated financial statements page 100</p> <p>- <u>Notes</u></p> <p>Annual financial statements page 174 to 183</p> <p>Consolidated financial statements pages 105 to 166</p> <p>- <u>Auditors' report</u></p> <p>Annual financial statements pages 186 and 187</p> <p>Consolidated financial statements pages 167 and 168</p> <p><u>11.3 Other audited information</u></p> <p style="text-align: right;"><b>Reference</b></p>

*Rapport annuel 2010*  
pages 97, 98, 188, 189  
et 201 à 206

11.5 Procédures judiciaires et d'arbitrage

**Référence**

*Rapport annuel 2010*  
page 84

*2010 annual report*  
pages 97, 98, 188,  
189 et 201 à 206

11.5 Legal and arbitration proceedings

**Reference**

*2010 annual report*  
page 84



## FACTEURS DE RISQUE

Les paragraphes suivants présentent certains facteurs de risques liés à l'offre des Obligations dont les investisseurs potentiels doivent avoir connaissance. Avant de décider d'investir dans les Obligations, les investisseurs potentiels sont invités à examiner avec attention toute l'information contenue dans le présent Prospectus, qui inclut en particulier les facteurs de risques détaillés ci-dessous, et à consulter leurs propres conseillers financiers et juridiques sur les risques découlant d'un investissement dans les Obligations. Les développements suivants ne sont pas exhaustifs. De plus, les investisseurs doivent savoir que les risques décrits peuvent se combiner et donc être liés les uns aux autres. Les investisseurs potentiels doivent faire leur propre évaluation de toutes les considérations liées à un investissement et doivent également lire les informations détaillées figurant ailleurs dans le présent Prospectus. Les termes définis dans la section "Modalités des Obligations" du présent Prospectus auront le même sens lorsqu'ils sont utilisés ci-dessous.

### **1. Risques liés à l'Emetteur**

Les facteurs de risque liés à l'Emetteur et à son activité sont décrits à la section "Facteurs de risque liés à l'activité et politique d'assurance" (pages 21 à 26) du Rapport annuel 2010 de Christian Dior incorporé par référence.

#### *Concurrence*

Les marchés sur lesquels le Groupe Christian Dior intervient sont caractérisés par l'augmentation du nombre d'acteurs et de produits proposés. Dans le contexte de cette concurrence, le positionnement des produits du Groupe Christian Dior est lié à l'existence de marques à forte notoriété, au fait que les produits sont de grande qualité, souvent innovants ; ce positionnement est lié également à la ligne ou à la forme des produits, à leur image de marque, à leur réputation.

La concurrence sur ces marchés provient aussi de la concentration des réseaux de distribution, et de l'apparition de nouveaux acteurs. Ceci est vrai dans les activités Vins et Spiritueux ou Parfums et Cosmétiques qui sont caractérisées aujourd'hui par une pression sur les marges, une profusion de lancements de nouveaux produits et l'apparition de chaînes de distribution. Dans les activités de Mode et Maroquinerie, la concurrence est également réelle et très active, la création et l'amélioration constante des produits constituant dans ce contexte les principales forces du Groupe Christian Dior.

### **2. Risques liés aux Obligations**

#### *(a) Investisseurs*

L'investissement dans les Obligations nécessite une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et

## RISK FACTORS

The following are certain risk factors relating to the offering of the Notes of which prospective investors should be aware. Prior to making an investment decision, prospective investors should consider carefully all the information set out in this Prospectus, including in particular the risk factors detailed below, and consult with their own financial and legal advisors as to the risks entailed by an investment in the Notes. The following statements are not exhaustive. In addition, investors should be aware that the risks described may be combined and thus interrelated with one another. Prospective investors should make their own independent evaluations of all investment considerations and should also read the detailed information set out elsewhere in this Prospectus. Terms defined in the section "Terms and Conditions of the Notes" of this Prospectus shall have the same meaning where used below.

### **1. Risks relating to the Issuer**

Risks factors linked to the Issuer and its activity are mentioned under section "Operational risk factors and insurance policy" (pages 21 to 26) in the 2010 Annual financial report of Christian Dior incorporated by reference.

#### *Competition*

The markets in which the Christian Dior Group is present are characterized by the increase in the number of actors and the number of products available. In the context of such competition, the positioning of the products offered by the Christian Dior Group is linked to the existence of well-known brands, to the fact that the products offered are of high quality, and are often innovative; this positioning is also linked either to the range or the form of these products, to their brand image, and to their reputation.

Competition in these markets is also generated by the concentration of distribution networks, and by the emergence of new actors. This is the case on the Wine and Spirits or Perfume and Cosmetics markets which are nowadays characterized by a pressure on margins, a large number of new product launches and the emergence of new distribution networks. On the Fashion and Leather Goods markets, competition is very real and very active, with Christian Dior Group's main strength in these markets being is creation and continuous improvement of goods.

### **2. Risks linked to the Notes**

#### *(a) Investors*

Potential investors should be experienced with respect to transactions on capital markets and notes

des obligations ainsi qu'une connaissance des risques liés aux opérations sur les Obligations.

Les investisseurs potentiels ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le présent Prospectus et des informations d'ordre général relatives aux Obligations.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils ont les ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition d'Obligations.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de s'assurer d'une compréhension suffisante de la nature des Obligations et des risques qui en découlent et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de procéder à leur propre analyse des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires de l'acquisition d'Obligations.

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Obligations.

Les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier) les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Certains investisseurs potentiels sont soumis à une réglementation stricte en matière d'investissements. Ces investisseurs potentiels devront consulter leur conseil juridique afin de déterminer si la loi les autorise à investir dans les Obligations, si l'investissement dans les Obligations est compatible avec leurs autres emprunts et si d'autres restrictions d'achat des Obligations leur sont applicables.

#### *(b) Risques généraux relatifs aux Obligations*

##### *Les Obligations peuvent être remboursées avant maturité*

Dans l'hypothèse où l'Emetteur serait obligé de payer des montants additionnels au regard des Obligations du fait d'une rétention telle que prévue dans l'Article 6 des Modalités des Obligations "Fiscalité", l'Emetteur pourra et, dans certaines circonstances, devra, rembourser toutes les Obligations en circulation conformément aux dispositions de cet Article.

##### *Modification des Modalités des Obligations*

Les Porteurs seront groupés en une Masse (telle que définie à l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs") pour la défense de leurs intérêts communs et pourront se réunir en assemblée générale. Les Modalités des Obligations permettent que dans certains cas les Porteurs non présents ou représentés lors d'une assemblée générale puissent se trouver liés par le vote des Porteurs présents ou représentés même s'ils

and should understand the risks of transactions involving the Notes.

Potential Investors should reach an investment decision only after careful consideration of the information set forth in this Prospectus and general information relating to Notes.

Potential investors should ensure that they have sufficient financial resources to bear the risks of purchase of the Notes.

Potential investors should have sufficient knowledge of the nature of Notes, the merits and risks of investing in the relevant Notes and verify the suitability of such investment in light of their particular financial situation.

Potential investors should make their own assessment of the legal, tax, accounting and regulatory aspects of purchasing the Notes.

Each potential investor should consult its legal advisers on legal, tax and related aspects of investment in the Notes.

Potential investors should be able to evaluate (either alone or with the help of a financial adviser) possible scenarios for economic and other factors that may affect their investment and their ability to bear the applicable risks.

Some potential investors are subject to restricting investment regulations. These potential investors should consult their legal counsel in order to determine whether investment in the Notes is authorised by law, whether such investment is compatible with their other borrowings and whether other selling restrictions are applicable to them.

#### *(b) Risks related to the Notes generally*

##### *The Notes may be redeemed prior to maturity*

In the event that the Issuer would be obliged to pay additional amounts in respect of any Notes due to any withholding as provided in Condition 6 of the Conditions of the Notes "Taxation", the Issuer may and, in certain circumstances shall, redeem all of the Notes then outstanding in accordance with such Condition.

##### *Modification of the Terms and Conditions of the Notes*

The Noteholders will be grouped automatically for the defence of their common interests in a *Masse*, as defined in Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representation of the Noteholders", and a general meeting of Noteholders can be held. The Terms and Conditions of the Notes permit in certain cases defined majorities to bind all Noteholders including Noteholders who did not

sont en désaccord avec ce vote.

L'assemblée générale des Porteurs peut, sous réserve des dispositions de l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs", délibérer sur toute proposition tendant à la modification des Modalités des Obligations, et notamment sur toute proposition de compromis ou de transaction sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires.

#### *Modification du droit*

Les Modalités des Obligations sont régies par la loi française en vigueur à la date du présent Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une décision judiciaire ou administrative ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française postérieure à la date du présent Prospectus.

#### *Fiscalité*

Les acquéreurs et les vendeurs potentiels d'Obligations doivent tenir compte du fait qu'ils pourraient devoir payer des impôts ou autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur dans les pays où les Obligations seront transférées ou dans d'autres juridictions. Dans certaines juridictions, aucune position officielle des autorités fiscales ni aucune décision de justice n'est disponible s'agissant de titres financiers tels que les Obligations. Les investisseurs potentiels sont invités à ne pas se fonder sur les informations fiscales contenues dans le présent Prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle en ce qui concerne l'acquisition, la rémunération, la vente et le remboursement des Obligations. Seuls ces conseils sont en mesure de correctement prendre en considération la situation spécifique d'un investisseur potentiel. Ces considérations relatives à l'investissement doivent être lues conjointement avec les informations contenues dans le chapitre "Fiscalité" du présent Prospectus.

#### *Directive de l'Union Européenne sur l'imposition des revenus de l'épargne*

La directive relative à l'imposition des revenus tirés de l'épargne (2003/48/CE) adoptée par le Conseil de l'Union Européenne le 3 juin 2003 (la "**Directive**") impose à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005 à chaque Etat Membre de fournir aux autorités fiscales d'un autre Etat Membre des informations détaillées sur tout paiement d'intérêts ou revenus similaires au sens de la Directive effectué par un agent payeur relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident de cet autre Etat Membre. Cependant, durant une période de transition, certains Etats Membres (le Luxembourg et l'Autriche) peuvent appliquer une retenue à la source sur tout paiement d'intérêt au sens de la Directive, sauf si le bénéficiaire effectif des intérêts versés opte pour l'échange d'informations.

attend and vote at the relevant general meeting and Noteholders who voted in a manner contrary to the majority.

The general meeting of Noteholders may, subject to the provisions of Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representation of the Noteholders", deliberate on any proposal relating to the modification of the Terms and Conditions of the Notes, notably on any proposal, whether for arbitration or settlement, relating to rights in controversy or which were subject of judicial decisions.

#### *Change of law*

The Terms and Conditions of the Notes are based on French law in effect as at the date of this Prospectus. No assurance can be given as to the impact of any possible judicial or administrative decision or change to French law or administrative practice after the date of this Prospectus.

#### *Taxation*

Potential purchasers and sellers of the Notes should be aware that they may be required to pay taxes or other documentary charges or duties in accordance with the laws and practices of the country where the Notes are transferred or other jurisdictions. In some jurisdictions, no official statements of the tax authorities or court decisions may be available for financial notes such as the Notes. Potential investors are advised not to rely upon the tax summary contained in this Prospectus but to ask for their own tax adviser's advice on their individual taxation with respect to the acquisition, remuneration, sale and redemption of the Notes. Only these advisors are in a position to duly consider the specific situation of the potential investor. This investment consideration has to be read in connection with the taxation sections of this Prospectus.

#### *EU Savings Directive*

The EC Council Directive 2003/48/EC of 3 June 2003 on taxation of savings income in the form of interest payments (the "**Directive**") requires each Member State as from 1 July 2005 to provide to the tax authorities of another Member State details of payments of interest and other similar income within the meaning of the Directive made by a paying agent within its jurisdiction to, or under certain circumstances collected for the benefit of, a beneficial owner (within the meaning of the Directive) resident in that other Member State, except that Luxembourg and Austria may instead impose a withholding system for a transitional period unless the beneficial owner of interest payment elects for the exchange of information.

Si un paiement devait être effectué ou collecté au sein d'un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et un montant être retenu en tant qu'impôt, ou en vertu d'un impôt, ni l'Emetteur, ni aucun Agent Payeur, ni aucune autre personne ne serait obligé de payer des montants additionnels afférents aux Obligations du fait de l'application de cette retenue ou ce prélèvement à la source.

#### *Loi française sur les entreprises en difficulté*

Les porteurs d'Obligations seront automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une masse, telle que définie à l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs". Toutefois, en vertu de la loi française sur les entreprises en difficulté telle qu'amendée par l'ordonnance n°2008-1345 du 18 décembre 2008 entrée en vigueur le 15 février 2009 et le décret y afférent n°2009-160 du 12 février 2009 et la loi n°2010-1249 du 22 octobre 2010 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2011 et le décret y afférent n°2011-236 du 3 mars 2011, les créanciers titulaires d'obligations sont automatiquement groupés en une assemblée unique de créanciers (l'"Assemblée") pour la défense de leurs intérêts communs pour toute procédure de sauvegarde, procédure de sauvegarde financière accélérée ou procédure de redressement judiciaire qui serait ouverte en France concernant l'Emetteur.

L'Assemblée rassemble les créanciers titulaires de toutes les obligations émises par l'Emetteur (en ce compris les Obligations) que ces obligations aient été émises dans le cadre d'un programme ou non et indépendamment de la loi applicable au contrat d'émission.

L'Assemblée délibère sur le projet de plan de sauvegarde, le projet de plan de sauvegarde financière accélérée ou le projet de plan de redressement envisagé pour l'Emetteur et peut ainsi accepter :

- une augmentation des charges des créanciers titulaires d'obligations (en ce compris les Porteurs) par l'accord de délais de paiement et/ou un abandon total ou partiel des créances obligataires ;
- l'établissement d'un traitement inégal entre les créanciers titulaires d'obligations (en ce compris les Porteurs) tel que requis par les circonstances ; et/ou
- la conversion des créances (en ce compris les Obligations) en titres donnant ou pouvant donner accès au capital.

Les décisions de l'Assemblée seront prises à la majorité des deux tiers (2/3) (calculés en proportion des créances obligataires détenues par les porteurs ayant exprimé leur vote lors de cette Assemblée). Aucun quorum n'est exigé pour que l'Assemblée se tienne.

If a payment were to be made or collected through a Member State which has opted for a withholding system and an amount of, or in respect of tax were to be withheld from that payment, neither the Issuer nor any Paying Agent nor any other person would be obliged to pay additional amounts with respect to any Note as a result of the application of such withholding tax.

#### *French Insolvency Law*

Holders of Notes will be automatically grouped for the defence of their common interests in a *masse*, as defined in Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representations of the Noteholders". However, under French insolvency law as amended by ordinance no. 2008-1345 dated 18 December 2008 which came into force on 15 February 2009 and related order no. 2009-160 dated 12 February 2009 and law no. 2010-1249 dated 22 October 2010 which came into force on 1 March 2011 and related order no. 2011-236 dated 3 March 2011, holders of debt securities are automatically grouped into a single assembly of holders (the "**Assembly**") in order to defend their common interests if a safeguard (*procédure de sauvegarde*), an accelerated financial safeguard procedure (*procédure de sauvegarde financière accélérée*) or a judicial reorganisation procedure (*procédure de redressement judiciaire*) is opened in France with respect to the Issuer.

The Assembly comprises holders of all debt securities issued by the Issuer (including the Notes), whether or not under a debt issuance programme and regardless of their governing law.

The Assembly deliberates on the proposed safeguard (*projet de plan de sauvegarde*), accelerated financial safeguard plan (*projet de plan de sauvegarde financière accélérée*) or judicial reorganisation plan (*projet de plan de redressement*) applicable to the Issuer and may further agree to:

- increase the liabilities (charges) of holders of debt securities (including the Noteholders) by rescheduling payments which are due and/or partially or totally writing-off debts;
- establish an unequal treatment between holders of debt securities (including the Noteholders) as appropriate under the circumstances; and/or
- decide to convert debt securities (including the Notes) into securities that give or may give right to share capital.

Decisions of the Assembly will be taken by a two-third (2/3<sup>rd</sup>) majority (calculated as a proportion of the debt securities held by the holders which have cast a vote at such Assembly). No quorum is required to hold the Assembly.

En de telles circonstances, les stipulations relatives à la Représentation des Porteurs décrites dans les Modalités des Obligations du présent Prospectus ne seront pas applicables dans la mesure où elles sont en contradiction avec des dispositions obligatoires de la loi sur les entreprises en difficulté applicables.

*(c) Risques généraux relatifs au marché*

*Valeur de marché des Obligations*

La valeur de marché des Obligations sera affectée par la solvabilité de l'Emetteur et nombre d'éléments additionnels, qui incluent l'intérêt du marché et les taux d'intérêt.

La valeur des Obligations dépend d'un nombre de facteurs interdépendants, qui comprend les événements économiques, financiers et politiques, en France et ailleurs, y compris les facteurs qui affectent les marchés de capitaux en général et le marché sur lequel les Obligations sont admises à la négociation. Le prix auquel un porteur pourra acheter les Obligations pourra être substantiellement inférieur, le cas échéant, au prix d'émission ou au prix d'achat payé par l'acheteur.

*Marché secondaire en général*

Les Obligations pourraient ne pas faire l'objet d'un marché de négociation établi une fois émises et un tel marché pourrait ne jamais se développer. Si un marché se développe, il pourrait ne pas être liquide. Par conséquent, les investisseurs pourraient ne pas être capables de vendre leurs Obligations facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires qui ont un marché secondaire développé. L'absence de liquidité pourrait avoir un effet défavorable sur la valeur de marché des Obligations.

*Risques de change*

Le paiement des intérêts et le remboursement du principal se feront en euros ce qui peut présenter des risques si les activités financières d'un investisseur sont essentiellement dans une autre devise. Il existe un risque que les taux de change varient significativement (notamment en cas de dévaluation de l'euro et de réévaluation de la devise de l'investisseur) et que les autorités du pays de l'investisseur modifient leur contrôle des changes. L'investisseur concerné pourrait alors recevoir un montant d'intérêt ou de remboursement inférieur à ce qu'il avait prévu.

*Taux fixe*

Les Obligations portant intérêt à taux fixe, tout investissement dans les Obligations entraîne le risque que des variations substantielles des taux de marché pourraient avoir des conséquences négatives sur la valeur des Obligations.

For the avoidance of doubt, the provisions relating to the Representation of the Noteholders described in the Terms and Conditions of the Notes set out in this Prospectus will not be applicable to the extent they conflict with compulsory insolvency law provisions that apply in these circumstances.

*(c) Risks related to the market generally*

*Market value of the Notes*

The market value of the Notes will be affected by the creditworthiness of the Issuer and a number of additional factors, including market interest and yield rates.

The value of the Notes depends on a number of interrelated factors, including economic, financial and political events in France or elsewhere, including factors affecting capital markets generally and the stock exchange on which the Notes are traded. The price at which a Noteholder will be able to sell the Notes may be at a discount, which could be substantial, from the issue price or the purchase price paid by such purchaser.

*The secondary market generally*

Notes may have no established trading market when issued, and one may never develop. If a market does develop, it may not be liquid. Therefore, investors may not be able to sell their Notes easily or at prices that provide them with a yield comparable to similar investments that have a developed secondary market. Illiquidity may have an adverse effect on the market value of Notes.

*Exchange rate risks*

The Issuer will pay principal and interest on the Notes in Euro. This presents certain risks relating to currency conversions if an investor's financial activities are denominated principally in a currency or currency unit other than Euro. These include the risk that exchange rates may significantly change (including changes due to devaluation of Euro or revaluation of the investor's currency) and the risk that authorities with jurisdiction over the investor's currency may impose or modify exchange controls. As a result, investors may receive less interest or principal than expected.

*Interest rate risks*

The Notes bearing interest at a fixed rate, investment in the Notes involves the risk that subsequent changes in market interest rates may adversely affect the value of the Notes.

### *Notation*

Ni les Obligations ni la dette à long terme de l'Emetteur n'ont fait l'objet d'une notation. Une ou plusieurs agence(s) de notation indépendante(s) peu(ven)t attribuer une notation aux Obligations. Les notations peuvent ne pas refléter l'effet potentiel de tous les risques liés aux facteurs structurels, de marché ou autres qui sont décrits dans ce chapitre et à tous les autres facteurs qui peuvent affecter la valeur des Obligations. Une notation ou l'absence de notation ne constitue pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir des obligations.

### *Rating*

Neither the Notes nor the long-term debt of the Issuer are rated. One or more independent credit rating agencies may assign credit ratings to the Notes. The ratings may not reflect the potential impact of all risks related to structure, market, additional factors discussed above, and other factors that may affect the value of the Notes. A rating or the absence of a rating is not a recommendation to buy, sell or hold securities.

## MODALITES DES OBLIGATIONS

*Sous réserve de compléments et de modifications, les modalités des Obligations (les "Modalités") sont les suivantes :*

L'émission de l'emprunt obligataire d'un montant nominal total de 300.000.000 € portant intérêt au taux de 4 % l'an, venant à échéance le 12 mai 2016 (les "**Obligations**") par Christian Dior (l'"**Emetteur**") a été autorisée par délibérations du Conseil d'administration de l'Emetteur en date du 3 février 2011 et du 31 mars 2011 et une décision de Sidney Toledano, directeur général de l'Emetteur, en date du 5 mai 2011.

Les Obligations sont émises conformément au contrat de service financier (le "**Contrat de Service Financier**") conclu le 10 mai 2011 entre l'Emetteur et Société Générale en sa qualité d'agent financier (l'"**Agent Financier**", ce terme comprenant, lorsque le contexte s'y prête, tout autre agent financier susceptible d'être désigné ultérieurement) et d'agent payeur (l'"**Agent Payeur**", une telle expression incluant, lorsque le contexte s'y prête, tout autre agent payeur susceptible d'être désigné ultérieurement). Un exemplaire du Contrat de Service Financier rédigé en langue française sera disponible et pourra être examiné sur demande aux guichets de l'Agent Payeur. Certaines stipulations des Modalités résument les stipulations détaillées du Contrat de Service Financier auxquelles elles sont soumises et s'entendent sous réserve de ces stipulations.

Toute référence dans les présentes Modalités aux "**Porteurs**" renvoie aux porteurs d'Obligations.

Toute référence dans les présentes Modalités à des "**Articles**" renvoie aux Modalités numérotées ci-dessous.

### 1. **Forme, valeur nominale et propriété**

Les Obligations seront émises sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale de 100.000 euros chacune. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations (y compris les certificats représentatifs prévus à l'article R.211-7 du Code monétaire et financier) ne sera émis en représentation des Obligations.

Une fois émises, les Obligations seront inscrites en compte dans les livres d'Euroclear France ("**Euroclear France**") qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. Pour les besoins des présentes, "**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") et Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

La propriété des Obligations sera établie par l'inscription en compte dans les livres des Teneurs de Comptes et la

## TERMS AND CONDITIONS OF THE NOTES

*The terms and conditions of the Notes (the "Conditions"), subject to completion and amendment, will be as follows:*

The issue of the € 300,000,000 4 per cent. Notes maturing on 12 May 2016 (the "**Notes**") by Christian Dior (the "**Issuer**") was authorised pursuant to resolutions of the Board of Directors of the Issuer dated 3 February 2011 and 31 March 2011 and a decision of Sidney Toledano, chief executive officer of the Issuer, dated 5 May 2011.

The Notes are issued with the benefit of a fiscal agency agreement dated 10 May 2011 (the "**Fiscal Agency Agreement**") between the Issuer and Société Générale, as fiscal agent (the "**Fiscal Agent**" which expression shall, where the context so admits, include any successor for the time being as fiscal agent) and paying agent (the "**Paying Agent**" which expression shall, where the context so admits, include any successor for the time being as paying agent). A copy of the Fiscal Agency Agreement in the French language is available for inspection at the specified offices of the Paying Agent. Certain statements in these Conditions are summaries of, and are subject to, the detailed provisions of the Fiscal Agency Agreement.

References below to the "**Noteholders**" are to the holders of the Notes.

References below to "**Conditions**" are to the numbered paragraphs below.

### 1. **Form, denomination and title**

The Notes will be issued in dematerialised bearer form in the denomination of € 100,000 each. Title to the Notes will be evidenced in accordance with Article L.211-3 of the French *Code monétaire et financier* by book-entries. No physical document of title (including *certificats représentatifs* pursuant to Article R.211-7 of the French *Code monétaire et financier*) will be issued in respect of the Notes.

The Notes will, upon issue, be inscribed in book entry form in the books of Euroclear France ("**Euroclear France**") which shall credit the accounts of the Account Holders. For the purpose of these Conditions, "**Account Holders**" shall mean any intermediary institution entitled to hold, directly or indirectly, accounts on behalf of its customers with Euroclear France, Clearstream Banking, *société anonyme*, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") and Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

Title to the Notes shall be evidenced by entries in the books of Account Holders and will pass upon, and

cession des Obligations ne pourra être effectuée que par inscription dans ces livres.

## 2. Rang des Obligations

Les Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et non assortis de sûretés de l'Emetteur venant au même rang entre elles et (sous réserve des exceptions impératives du droit français) au même rang que tous les autres engagements chirographaires, présents ou futurs, de l'Emetteur.

L'Emetteur s'engage jusqu'au remboursement effectif de la totalité des Obligations à ne pas conférer ou permettre que subsiste un quelconque gage, hypothèque, nantissement ou autre sûreté réelle sur l'un quelconque de ses biens, actifs, revenus ou droits, présents ou futurs en garantie de tout Endettement Concerné sauf à ce que soient consenties les mêmes sûretés réelles et le même rang aux présentes Obligations.

Dans les présentes Modalités "**Endettement Concerné**" désigne toute dette présente ou future sous la forme, ou représentée par, des obligations ou autres valeurs mobilières émises par l'Emetteur cotées ou négociées (ou susceptibles de l'être) sur un marché réglementé ou tout autre marché de valeurs mobilières.

## 3. Intérêts

Les Obligations portent intérêt du 12 mai 2011 (inclus) au 12 mai 2016 (exclu) au taux de 4% l'an, payable annuellement à terme échu le 12 mai de chaque année. Le premier paiement d'intérêt aura lieu le 12 mai 2012 pour la période courant du 12 mai 2011 inclus au 12 mai 2012 exclu. Chaque Obligation cessera de porter intérêt à compter de sa date de remboursement, à moins que le montant du principal ne soit indûment refusé ou retenu. Dans ce cas, l'Obligation concernée continuera de porter intérêt au taux de 4% l'an (tant avant qu'après le prononcé du jugement) jusqu'à la date (incluse) à laquelle toutes les sommes dues au titre de l'Obligation concernée jusqu'à ce jour sont reçues par ou pour le compte du Porteur concerné.

Le montant des intérêts dû au titre de chaque Obligation sera calculé par référence à la valeur cumulée détenue par chaque Porteur, le montant d'un tel paiement étant arrondi à la deuxième décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale supérieure).

Chaque Obligation cessera de porter intérêt à compter de sa date de remboursement.

Les intérêts, s'ils doivent être calculés pour une période inférieure à un an, seront calculés sur la base exact/exact pour chaque période, soit du nombre réel de jours écoulés pendant la période concernée divisé par 365 (ou 366 si un 29 février est inclus dans cette période), le résultat étant arrondi à la deuxième décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale supérieure).

transfer of Notes may only be effected through, registration of the transfer in such books.

## 2. Status of the Notes

The Notes constitute direct, unconditional, unsubordinated and unsecured obligations of the Issuer and rank *pari passu* without any preference among themselves and (subject to such exceptions as are mandatory under French law) equally and rateably with all other present or future unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer.

So long as any of the Notes remains outstanding, the Issuer undertakes not to grant or permit to subsist any pledge, mortgage, lien or other form of security interest upon any of its properties, assets, revenues or rights, present or future to secure any Relevant Debt, unless the present Notes are equally and rateably secured therewith.

In this Condition "**Relevant Debt**" means any present or future indebtedness in the form of, or represented by, bonds or other securities issued by the Issuer which are for the time being, or are capable of being, quoted or ordinarily dealt in on any regulated stock exchange or other securities market.

## 3. Interest

The Notes bear interest from, and including, 12 May 2011 to, but excluding, 12 May 2016, at the rate of 4 per cent, *per annum*, payable annually in arrear on 12 May in each year. The first payment of interest will be made on 12 May 2012 for the period from, and including, 12 May 2011 to, but excluding, 12 May 2012. Each Note will cease to bear interest from the due date for redemption unless, payment of principal is improperly withheld or refused. In such event, it shall continue to bear interest at the rate of 4 per cent *per annum* (both before and after judgment) until the day (included) on which all sums due in respect of such Note up to that day are received by or on behalf of the relevant Noteholder.

The amount of interest due in respect of each Note will be calculated by reference to the aggregate value of each Noteholder's holding, the amount of such payment being rounded to the nearest cent (half a cent being rounded upwards).

Interest will cease to accrue on each Note as from its date of redemption.

If interest is required to be calculated for a period of less than one year, it will be calculated on an actual/actual basis for each period, that is to say the actual number of days elapsed during the relevant period divided by 365 (or by 366 if a February 29 is included in such period), the result being rounded to the nearest cent (half a cent being rounded upwards).



#### 4. Amortissement et rachat

##### (a) Amortissement final

A moins qu'elles n'aient été préalablement rachetées et annulées, les Obligations seront amorties en totalité à leur valeur nominale le 12 mai 2016.

##### (b) Rachats

L'Emetteur pourra à tout moment procéder à des rachats d'Obligations, à quelque prix que ce soit, en bourse ou autrement, conformément à la législation en vigueur.

##### (c) Remboursement anticipé pour raisons fiscales

Les Obligations pourront et, dans certains cas, devront être remboursées avant leur date d'amortissement final dans le cas où interviendrait un changement de régime fiscal, dans les conditions visées à l'Article 6.

##### (d) Annulation

Toutes les Obligations amorties ou rachetées par ou pour le compte de l'Emetteur pourront au gré de l'Emetteur, être conservées ou annulées conformément aux lois et règlements applicables.

#### 5. Paiements

##### (a) Méthode de paiement

Le paiement du principal et des intérêts dus au titre des Obligations sera effectué en euro par crédit ou transfert sur un compte libellé en euros, conformément aux dispositions fiscales ou à d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables, et sous réserve des stipulations de l'Article 6.

Ces paiements devront être faits au bénéfice des Porteurs chez les Teneurs de Compte (y compris Euroclear France, Euroclear et Clearstream, Luxembourg) et tous paiements ainsi effectués au profit des Teneurs de Compte déchargent l'Emetteur de sa responsabilité sur les Obligations à concurrence du montant payé.

Les paiements seront effectués sous réserve de l'application de toutes lois ou réglementations fiscales ou autres, sans préjudice des dispositions de l'Article 6. Les Porteurs ne supporteront ni commission ni frais au titre de ces paiements.

##### (b) Paiements les Jours Ouvrables

Si la date de paiement d'une somme en principal ou en intérêts afférente à une Obligation n'est pas un Jour Ouvrable (tel que défini ci-après), le Porteur n'aura alors droit au paiement de cette somme que le premier Jour Ouvrable suivant et n'aura droit à aucun intérêt ou autre montant supplémentaire en raison de ce délai.

Dans les présentes Modalités, "**Jour Ouvrable**" désigne un jour (à l'exception du samedi et du dimanche) où le

#### 4. Redemption and purchase

##### (a) Final redemption

Unless previously purchased and cancelled as provided below, the Notes will be redeemed at their principal amount on 12 May 2016.

##### (b) Purchases

The Issuer may at any time purchase Notes in the open market or otherwise at any price in accordance with applicable laws.

##### (c) Redemption for Taxation Reasons

The Notes may, and in certain circumstances shall, be redeemed before the date of their final redemption, in the event of any change occurring in taxation pursuant to the conditions provided in Condition 6.

##### (d) Cancellation

All Notes which are redeemed or purchased by, or for the account of, the Issuer may, at its sole option, be held or cancelled in accordance with applicable laws and regulations.

#### 5. Payments

##### (a) Method of payment

Payment of principal and interest in respect of the Notes will be made in Euro by credit or transfer to a Euro-denominated account, in accordance with tax provisions or with any other applicable laws or regulations, and subject to the provisions of Condition 6.

Such payments shall be made for the benefit of the Noteholders to the Account Holders (including Euroclear France, Euroclear and Clearstream, Luxembourg) and all such payments so made to the relevant Account Holders shall discharge the liability of the Issuer under the Notes to the extent of the sums so paid.

Payments will be subject in all cases to any fiscal or other laws and regulations applicable thereto, but without prejudice to the provisions of Condition 6. No commission or expenses shall be charged to the Noteholders in respect of such payments.

##### (b) Payments on Business Days

If any due date for payment of principal or interest or any other amount in respect of any Note is not a Business Day (as defined below), then the holder thereof shall not be entitled to payment of the amount due until the next following day which is a Business Day and the holder shall not be entitled to any interest or other additional sums in respect of such postponed payment.

In this Condition "**Business Day**" means a day (except for Saturdays and Sundays) on which the Trans-

Système de Transfert Express Automatisé Transeuropéen à Règlement Brut en Temps Réel (TARGET 2) fonctionne.

(c) *Agent Financier et Agent Payeur*

L'Agent Financier et Agent Payeur initial et son établissement désigné sont les suivants :

**Société Générale**  
BP 81236  
32, rue du Champ de Tir  
43312 Nantes Cedex 3  
France

L'Emetteur se réserve le droit de modifier ou de résilier à tout moment le mandat de l'Agent Financier ou des Agents Payeurs et/ou de désigner un autre Agent Financier ou des Agents Payeurs autres ou supplémentaires à la condition d'en informer les Porteurs quarante-cinq (45) jours calendaires au plus et trente (30) jours calendaires au moins avant, conformément à l'Article 9 et sous réserve qu'il y ait en permanence (i) un Agent Financier disposant d'un établissement dans une ville européenne et (ii) tant que les Obligations seront admises aux négociations à la Bourse de Luxembourg, un Agent Payeur disposant d'un établissement dans une ville européenne.

Tout changement d'Agent Financier sera porté à la connaissance des Porteurs conformément aux stipulations de l'Article 9.

## 6. **Fiscalité**

(a) Tous les paiements de principal, d'intérêts et d'autres produits afférents aux Obligations effectués par ou pour le compte de l'Emetteur seront effectués sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouverts par ou pour le compte de la France, ou de l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit exigé par la loi.

(b) Si le paiement d'intérêts ou le remboursement du principal dû au titre de l'une quelconque des Obligations est soumis, en vertu de la législation française, à un prélèvement ou à une retenue à la source au titre d'un quelconque impôt ou taxe français, présent ou futur, l'Emetteur s'engage à majorer, dans la mesure permise par la loi, le paiement ou le remboursement de montants supplémentaires de sorte que les Porteurs reçoivent, nonobstant la déduction dudit prélèvement ou de ladite retenue, l'intégralité des sommes qui leur auraient été dues au titre des Obligations, étant précisé toutefois que si l'obligation d'effectuer ces paiements supplémentaires résulte d'un changement de la législation française ou d'un changement dans l'application ou l'interprétation de la législation française, et si cette obligation ne peut être évitée par des mesures raisonnables de l'Emetteur, l'Emetteur pourra rembourser à tout moment par anticipation, mais au plus tôt trente (30) jours avant la date de prise d'effet du changement, la totalité des Obligations alors en circulation, à leur valeur nominale

European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer System (TARGET 2) is operating.

(c) *Fiscal Agent and Paying Agent*

The initial Fiscal Agent and Paying Agent and its specified office are as follows:

**Société Générale**  
BP 81236  
32, rue du Champ de Tir  
43312 Nantes Cedex 3  
France

The Issuer reserves the right at any time to vary or terminate the appointment of the Fiscal Agent or Paying Agents and/or appoint another Fiscal Agent and additional or other Paying Agents, subject to having given not more than forty-five (45) nor less than thirty (30) calendar days' prior notice to the Noteholders, in accordance with Condition 9, and as long as there will at all times be (i) a Fiscal Agent having a specified office in a European city and (ii) so long as the Notes are admitted to trading on the Luxembourg Stock Exchange, a Paying Agent having a specified office in a European city.

Any change of Fiscal Agent will be notified to the Noteholders in accordance with the provisions of Condition 9.

## 6. **Taxation**

(a) All payments of principal, interest and other revenues by or on behalf of the Issuer in respect of the Notes shall be made free and clear of, and without withholding or deduction for, any taxes or duties of whatever nature imposed, levied or collected by or on behalf of France or any authority therein or thereof having power to tax, unless such withholding or deduction is required by law.

(b) If French law or regulation should require that payments of principal of, or interest on, any of the Notes be subject to deduction or withholding for or on account of any present or future taxes or duties of whatever nature, the Issuer shall, to the extent permitted by law, pay such additional amounts as will result in the receipt by the Noteholders of the amounts which would have been receivable by them in the absence of such requirement to deduct or withhold. However, if the Issuer would, as a result of any change in or in the application or interpretation of French laws or regulations, be required to pay any such additional amounts, and this obligation cannot be avoided by reasonable measures of the Issuer, then the Issuer may at any time, but at the earliest thirty (30) days prior to such change becoming effective, redeem all of the outstanding Notes at their principal amount together with interest accrued until the date fixed for redemption.

majorée des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement.

Les stipulations ci-dessus ne s'appliquent pas :

- (i) lorsque des impôts, droits ou taxes sont supportés par le Porteur au titre des Obligations du fait des liens entretenus par ledit Porteur avec la France autres que la seule détention des Obligations ; ou
- (ii) lorsque le prélèvement ou la retenue à la source est déduit d'un montant payé à une personne physique et qu'il doit être effectué conformément à la Directive du Conseil Européen 2003/48/EC ou à toute autre directive de l'Union Européenne mettant en œuvre les conclusions dégagées par le Conseil ECOFIN lors de sa délibération des 26 et 27 novembre 2000 sur l'imposition des revenus de l'épargne ou conformément à toute loi mettant en œuvre cette directive, s'y conformant, ou adoptée dans le but de s'y conformer.

(c) Si l'Emetteur est tenu d'effectuer des paiements supplémentaires conformément aux stipulations du paragraphe (b) ci-dessus et que le paiement de tels montants est ou deviendrait prohibé par la législation française, et si l'obligation d'effectuer de tels paiements supplémentaires ne peut être évitée par des mesures raisonnables de la part de l'Emetteur, l'Emetteur sera alors tenu d'effectuer le remboursement de la totalité des Obligations restant en circulation à leur valeur nominale, majorée des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement, , au plus tôt trente (30) jours avant la date de prise d'effet du changement visé au paragraphe (b) ci-dessus et au plus tard à la date à laquelle ladite majoration doit être versée.

(d) En cas de remboursement effectué conformément aux stipulations du paragraphe (b) ci-dessus, l'Emetteur publiera ou fera publier un avis de remboursement, conformément aux stipulations de l'Article 9, au plus tôt soixante (60) jours et au plus tard trente (30) jours avant la date fixée pour le remboursement. En cas de remboursement effectué conformément aux stipulations du paragraphe (c) ci-dessus, l'Emetteur publiera ou fera publier un avis de remboursement, dans les mêmes conditions, au plus tôt soixante (60) jours et au plus tard sept (7) jours avant la date fixée pour le remboursement.

## **7. Prescription**

Toutes actions contre l'Emetteur en vue du paiement du principal ou des intérêts dus au titre des Obligations seront prescrites à compter d'un délai de cinq (5) ans à partir de leur date d'exigibilité respective.

## **8. Cas d'exigibilité anticipée**

Le Représentant (tel que défini à l'Article 10), agissant pour le compte de la Masse (telle que définie à l'Article 10), de sa propre initiative ou à la demande d'un ou

Provisions mentioned above shall not apply:

- (i) to taxes or duties a Noteholder is liable to in respect of such Note by reason of his having some connection with France other than the mere holding of such Note; or
- (ii) when such withholding or deduction is imposed on a payment to an individual and is required to be made pursuant to European Council Directive 2003/48/EC of 3 June 2003 on taxation of savings income in the form of interest payments or any other European Union Directive implementing the conclusion of the ECOFIN Council meeting of 26 and 27 November 2000 on the taxation of savings income, or any law implementing or complying with, or introduced in order to conform to, such directive.

(c) If the Issuer is obliged to make such additional payments as defined in sub-paragraph (b) here above and if such payments are or would become prohibited by French law and if the obligation to make such additional payments cannot be avoided by reasonable measures of the Issuer, the Issuer will then be obliged to redeem all outstanding Notes at their principal amount, together with accrued interest until the date fixed for redemption, at the earliest thirty (30) days prior to the change defined in sub-paragraph (b) here above becoming effective and at the latest on the date such additional payment would have been due.

(d) In the event of repayment in accordance with sub-paragraph (b) here above, the Issuer will publish, or cause to be published, a redemption notice, as described under Condition 9, at the earliest sixty (60) days and at the latest thirty (30) days prior to the date fixed for repayment. In the event of repayment in accordance with sub-paragraph (c) here above, the Issuer will publish, or cause to be published, a redemption notice, in the same conditions at the earliest sixty (60) days and at the latest seven (7) days prior to the date fixed for such repayment.

## **7. Prescription**

All claims against the Issuer for the payment of principal or interest in respect of the Notes shall lapse after five (5) years from due date for payment thereof.

## **8. Events of default**

The Representative (as defined in Condition 10), acting on behalf of the *Masse* (as defined in Condition 10), acting on its own or upon request of one or several

plusieurs Porteur(s) représentant, individuellement ou collectivement, au moins dix pour cent (10%) des Obligations en circulation, pourra, sur notification écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Emetteur (copie à l'Agent Financier) avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement exigible le remboursement de la totalité, et non d'une partie seulement, des Obligations, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus jusqu'à la date effective de remboursement :

- (a) en cas de défaut de paiement de tout montant, en principal ou intérêt, dû par l'Emetteur au titre de toute Obligation depuis plus de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'exigibilité de ce paiement ;
- (b) en cas de manquement par l'Emetteur à toute autre stipulation des Modalités, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception par l'Emetteur de la notification dudit manquement ;
- (c) en cas de dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption de l'Emetteur avant le remboursement intégral des Obligations, sauf dans le cas d'une dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption au terme de laquelle l'intégralité des engagements de l'Emetteur au titre des Obligations est transférée à la personne morale qui lui succède ;
- (d) au cas où l'Emetteur demande la nomination d'un mandataire *ad hoc*, ou fait une demande de procédure de conciliation, ou fait l'objet d'une telle demande, ou fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, d'une procédure de sauvegarde financière accélérée ou un jugement est rendu prononçant le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire ou la cession totale de l'entreprise de l'Emetteur, ou, dans la mesure permise par la loi, est soumis à toute autre procédure similaire ;
- (e) au cas où l'Emetteur cesse de détenir, directement ou indirectement, un minimum de 50,1% des droits de vote normalement exerçables lors de l'assemblée générale (ce pourcentage de détention étant ramené à 25% si les droits de vote doubles venaient à être supprimés en droit français) ou de 25% du capital social de la société LVMH SA ; et
- (f) au cas où toute dette d'emprunt, existante ou future, de l'Emetteur ou de l'une de ses Filiales (telles que définies ci-après), pour un montant excédant 20.000.000 euros (ou son équivalent en toute autre devise), individuellement ou collectivement, serait déclarée échue et exigible par anticipation, à raison d'une défaillance de

Noteholder(s) representing, whether individually or collectively, at least ten (10) per cent. of the outstanding Notes, may, upon written notice given by registered letter with acknowledgment of receipt to the Issuer (copy to the Fiscal Agent) before all defaults shall have been cured, cause all, but not some only, of the Notes to become immediately due and payable, at their principal amount together with any accrued interest thereon until their actual redemption date:

- (a) if the Issuer defaults in any payment of principal or interest on any Note on the due date thereof and such default continues for a period of more than fifteen (15) calendar days from such due date;
- (b) if there is a default by the Issuer in the due performance of any other provision of the Conditions, and such default shall not have been cured within thirty (30) calendar days after receipt by the Issuer of written notice of such default;
- (c) if the Issuer is dissolved, liquidated, merged, split or absorbed prior to the repayment in full of the Notes, except in the case of a dissolution, liquidation, merger, split or absorption pursuant to which the obligations of the Issuer under the Notes are expressly assumed by the succeeding entity;
- (d) if the Issuer applies for the appointment of a *mandataire ad hoc* or has applied to enter into a conciliation procedure (*procédure de conciliation*), or is subject to such application, or is subject to a safeguard proceeding (*procédure de sauvegarde*), an accelerated financial safeguard procedure (*procédure de sauvegarde financière accélérée*) or a judgment is rendered for the judicial reorganisation (*redressement judiciaire*), or for the judicial liquidation (*liquidation judiciaire*) or for a judicial transfer of the whole of the business (*cession totale de l'entreprise*) of the Issuer or, to the extent permitted by applicable law, if the Issuer is subject to any other similar insolvency or bankruptcy proceedings;
- (e) if the Issuer ceases to own, directly or indirectly, at least 50.1% of the voting rights normally exercisable at a general meeting (this percentage would be decreased down to 25% if double voting rights were suppressed under French law), or at least 25% of the share capital, of the company LVMH SA; and
- (f) any other present or future indebtedness of the Issuer or of one of its Affiliates (as defined below), for borrowed money in excess of EUR 20,000,000 (or its equivalent in any other currency), whether individually or collectively, shall become due and payable prior to its stated maturity as a result of a default thereunder, or any such indebtedness shall

l'Emetteur au titre de cette dette d'emprunt, ou une telle dette d'emprunt ne serait pas payée à son échéance ou, le cas échéant, à l'expiration de tout délai de grâce applicable, sauf si l'Emetteur conteste ce paiement (ou son échéance ou sa maturité anticipée) de bonne foi dans le cadre de procédures appropriées.

Dans les présentes Modalités, "**Filiales**" désigne Christian Dior Couture SA, Financière Jean Goujon SAS et LVMH SA aussi longtemps qu'elles sont contrôlées par l'Emetteur au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

## 9. Avis

Tout avis aux Porteurs sera valablement donné s'il a été délivré à Euroclear France et publié, tant que les Obligations seront cotées à la Bourse de Luxembourg, (i) sur le site Internet de la Bourse de Luxembourg ([www.bourse.lu](http://www.bourse.lu)) ou (ii) dans un journal de diffusion nationale au Luxembourg (qui devrait être le *Luxemburger Wort* ou tout autre journal que l'Agent Financier considérera approprié pour l'information des Porteurs).

Tout avis aux Porteurs sera réputé avoir été donné à la date de publication ou, en cas de plusieurs publications, à la date de première publication.

## 10. Représentation des Porteurs

Les Porteurs, pour la défense de leurs intérêts communs, seront automatiquement groupés en une masse (ci-après la "**Masse**").

Conformément à l'article L.228-90 du Code de commerce, la Masse sera régie par les dispositions dudit Code de commerce à l'exception des articles L.228-48, L.228-59, R.228-63, R.228-67 et R.228-69, sous réserve des stipulations ci-dessous :

### (a) *Personnalité morale*

La Masse disposera de la personnalité morale conformément à l'article L.228-46 du Code de commerce, et agira d'une part par l'intermédiaire d'un représentant (le "**Représentant**") et d'autre part par l'intermédiaire d'une assemblée générale des Porteurs.

La Masse seule, à l'exclusion des Porteurs pris individuellement, exercera les droits, actions et avantages communs actuels et futurs attachés aux Obligations.

### (b) *Représentant*

La qualité de Représentant peut être attribuée à une personne de toute nationalité. Toutefois, les personnes suivantes ne peuvent être choisies comme Représentant :

- (i) l'Emetteur, les membres de son Conseil d'administration, ses commissaires aux comptes, ses

not be paid when due or, as the case may be, within any applicable grace period therefore, unless such payment (or the anticipated maturity thereof) is contested in good faith by the Issuer by appropriate proceedings.

In this Condition "**Affiliates**" means Christian Dior Couture SA, Financière Jean Goujon SAS and LVMH SA so long as they are controlled by the Issuer within the meaning of Article L.233-3 of the French *Code de commerce*.

## 9. Notices

Any notice to the Noteholders will be duly given if delivered to Euroclear France and published, so long as the Notes are listed on the Luxembourg Stock Exchange, (i) on the website of the Luxembourg Stock Exchange ([www.bourse.lu](http://www.bourse.lu)) or (ii) in a leading daily newspaper having general circulation in Luxembourg (which is expected to be the *Luxemburger Wort* or such other newspaper as the Fiscal Agent shall deem necessary to give fair and reasonable notice to the Noteholders).

Any notice to the Noteholders shall be deemed to have been given on the date of such publication or if published on different dates, on the date of the first publication.

## 10. Representation of the Noteholders

The Noteholders will be grouped automatically for the defence of their common interests in a *masse* (hereinafter referred to as the "**Masse**").

Pursuant to Article L.228-90 of the French *Code de commerce*, the *Masse* will be governed by the provisions of the French *Code de commerce* (with the exception of the provisions of Articles L.228-48, L.228-59, R.228-63, R.228-67 and R.228-69 thereof), subject to the following provisions:

### (a) *Legal personality*

The *Masse* will be a separate legal entity by virtue of Article L.228-46 of the French *Code de commerce*, acting in part through a representative (the "**Representative**") and in part through a Noteholders' general meeting.

The *Masse* alone, to the exclusion of all individual Noteholders, shall exercise the common rights, actions and benefits which now or in the future may accrue with respect to the Notes.

### (b) *Representative*

The office of Representative may be conferred on a person of any nationality. However, the following persons may not be chosen as Representative:

- (i) the Issuer, the members of its Board of Directors, its statutory auditors, its managers, its employees

dirigeants, ses employés et leurs ascendants, descendants et conjoints ;

and their ascendants, descendants and spouses;

(ii) les sociétés garantes de tout ou partie des engagements de l'Emetteur ;

(ii) companies guaranteeing all or part of the obligations of the Issuer;

(iii) les sociétés dont l'Emetteur possède au moins le dixième (10<sup>e</sup>) du capital social ; et

(iii) companies of which the Issuer possesses at least ten (10) per cent. of the share capital; and

(iv) les personnes auxquelles l'exercice de la profession de banquier est interdit ou qui sont déchues du droit de diriger, administrer ou gérer une société à un titre quelconque.

(iv) persons to whom the practice of banker is forbidden or who have been deprived of the right of directing, administering or managing a business in whatever capacity.

Le Représentant initial est Gabriel Levy, 30 avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, France.

The initial Representative shall be Gabriel Levy, 30 avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, France.

Le Représentant suppléant de la Masse (le "**Représentant Suppléant**") est Stéphanie Besse, 30, avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, France.

The alternative representative of the *Masse* (the "**Alternative Representative**") shall be Stéphanie Besse, 30, avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, France.

Le Représentant Suppléant remplacera le Représentant initial si celui-ci venait à démissionner ou ne pouvait exercer ses fonctions. En cas de décès, de démission ou de révocation du Représentant Suppléant, le ou les remplaçant(s) seront élus par l'assemblée générale des Porteurs.

The Alternative Representative replaces the initial Representative when the initial Representative has resigned or is no longer able to fulfil his duties. In the event of death, retirement or revocation of the Alternative Representative, a replacement will be elected by a Noteholders' general meeting.

Le Représentant ne recevra aucune rémunération au titre de l'exercice de ses fonctions.

The Representative will not receive any remuneration for its services.

Tous les Porteurs intéressés pourront à tout moment obtenir communication des noms et adresses du Représentant initial et du Représentant Suppléant, au siège de l'Emetteur et aux guichets de tout Agent Payeur.

All interested Noteholders will at all times have the right to obtain the names and addresses of the initial Representative and the Alternative Representative at the registered office of the Issuer and the specified offices of any of the Paying Agents.

*(c) Pouvoirs du Représentant*

*(c) Powers of the Representative*

Sauf résolution contraire de l'assemblée générale des Porteurs, le Représentant aura le pouvoir d'accomplir tous les actes de gestion nécessaires pour la défense des intérêts communs des Porteurs. Toutes les procédures judiciaires intentées à l'initiative ou à l'encontre des Porteurs devront, pour être recevables, l'être à l'initiative ou à l'encontre du Représentant.

The Representative shall, in the absence of any decision to the contrary of the Noteholders' general meeting, have the power to take all acts of management necessary for the defence of the common interests of the Noteholders. All legal proceedings against the Noteholders or initiated by them, in order to be justifiable, must be brought against the Representative or by him.

Le Représentant ne peut pas s'immiscer dans la gestion des affaires de l'Emetteur.

The Representative may not interfere in the management of the affairs of the Issuer.

*(d) Assemblées générales de Porteurs*

*(d) Noteholders' general meetings*

Les assemblées générales des Porteurs pourront être réunies à tout moment, sur convocation par l'Emetteur ou par le Représentant. Un ou plusieurs Porteurs, détenant ensemble au moins un trentième (1/30<sup>e</sup>) des Obligations en circulation, pourront adresser à l'Emetteur et au Représentant une demande de convocation de l'assemblée générale ; si cette assemblée générale n'a pas été convoquée dans les deux (2) mois suivant la demande, les Porteurs concernés pourront charger l'un d'entre eux de déposer une requête auprès du tribunal compétent dans le ressort de la Cour d'Appel de Paris afin qu'un mandataire

Noteholders' general meetings may be held at any time, on convocation either by the Issuer or by the Representative. One or more Noteholders, holding together at least one-thirtieth (1/30<sup>th</sup>) of outstanding Notes may address to the Issuer and the Representative a request for convocation of the general meeting; if such general meeting has not been convened within two (2) months from such demand, such Noteholders may commission one of themselves to petition the competent courts within the jurisdiction of the Court of Appeal of Paris to appoint an agent who will call the meeting.

soit nommé pour convoquer l'assemblée.

Un avis indiquant la date, l'heure, le lieu, l'ordre du jour et le quorum exigé sera publié conformément à l'Article 9 au moins quinze (15) jours calendaires avant la date de tenue de l'assemblée.

Chaque Porteur a le droit de participer à l'assemblée en personne ou par mandataire. Chaque Obligation donne droit à une (1) voix.

*(e) Pouvoirs des assemblées générales*

L'assemblée générale est habilitée à délibérer sur la rémunération, la révocation ou le remplacement du Représentant, et peut également statuer sur toute autre question afférente aux droits, actions et avantages communs actuels et futurs attachés aux Obligations, y compris afin d'autoriser le Représentant à agir, que ce soit en demande ou en défense.

L'assemblée générale peut en outre délibérer sur toute proposition tendant à la modification des Modalités, et notamment sur toute proposition de compromis ou de transaction sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires.

Il est cependant précisé que l'assemblée générale ne peut pas accroître la charge des Porteurs, ni établir une inégalité de traitement entre les Porteurs, ni convertir les Obligations en actions.

L'assemblée générale ne pourra valablement délibérer sur première convocation que si les Porteurs présents ou représentés détiennent au moins un cinquième (1/5<sup>e</sup>) du montant principal des Obligations en circulation. Sur deuxième convocation, aucun quorum ne sera exigé. Les résolutions seront adoptées à la majorité des deux tiers (2/3) des Porteurs présents ou représentés.

*(f) Notification des décisions*

Les résolutions adoptées devront être publiées conformément aux dispositions de l'Article 9, dans les quatre-vingt-dix (90) jours calendaires suivant ladite assemblée.

*(g) Information des Porteurs*

Chaque Porteur ou son représentant aura le droit, pendant la période de quinze (15) jours calendaires précédant la tenue de chaque assemblée générale, de consulter ou prendre copie des résolutions proposées et des rapports présentés à ladite assemblée. Ces documents pourront être consultés au siège social de l'Emetteur, aux guichets des Agents Payeurs et en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation de ladite assemblée.

*(h) Frais*

L'Emetteur supportera tous les frais raisonnables afférents

Notice of the date, hour, place, agenda and quorum requirements of any general meeting will be published as provided under Condition 9 not less than fifteen (15) calendar days prior to the date of the general meeting.

Each Noteholder has the right to participate in meetings of the *Masse* in person or by proxy. Each Note carries the right to one (1) vote.

*(e) Powers of general meetings*

A general meeting is empowered to deliberate on the remuneration, dismissal and replacement of the Representative, and also may act with respect to any other matter relating to the common rights, actions and benefits which now or in the future may accrue with respect to the Notes, including authorising the Representative to act at law as plaintiff or defendant.

A general meeting may further deliberate on any proposal relating to the modification of the Conditions, including any proposal, whether for arbitration or settlement, relating to rights in controversy or which were the subject of judicial decisions.

It is specified, however, that a general meeting may not increase amounts payable by the Noteholders, nor establish any unequal treatment between the Noteholders, nor decide to convert the Notes into shares.

The general meeting may validly deliberate on first convocation only if Noteholders present or represented hold at least one fifth (1/5<sup>th</sup>) of the principal amount of the Notes then outstanding. On second convocation, no quorum shall be required. Decisions at meetings shall be taken by a majority of two thirds (2/3) of votes cast by the Noteholders attending such meeting or represented thereat.

*(f) Notice of decisions*

Decisions of the meetings must be published in accordance with the provisions set out in Condition 9 not more than ninety (90) calendar days from the date thereof.

*(g) Information to the Noteholders*

Each Noteholder or representative thereof will have the right, during the fifteen (15) calendar day period preceding the holding of each meeting of a general meeting, to consult or make a copy of the text of the resolutions which will be proposed and of the reports which will be presented at the meeting. Those documents will be available for inspection at the principal office of the Issuer, at the offices of the Paying Agents and at any other place specified in the notice of meeting.

*(h) Expenses*

The Issuer will pay all reasonable expenses incurred in

au fonctionnement de la Masse, y compris les frais de convocation et de tenue des assemblées générales et, plus généralement, tous les frais administratifs votés par l'assemblée générale des Porteurs, étant entendu qu'aucun frais ne pourra être imputé sur les intérêts payables au titre des Obligations.

#### **11. Emission d'obligations assimilables**

L'Emetteur aura la faculté d'émettre, sans l'accord des Porteurs, d'autres obligations assimilables aux Obligations à condition que ces obligations confèrent des droits identiques à tous égards à ceux des Obligations (ou à tous égards à l'exception du prix d'émission et du premier paiement d'intérêt y afférent) et que les modalités de ces obligations prévoient une telle assimilation avec les Obligations.

Dans ce cas, les porteurs des obligations assimilables et les Porteurs seront regroupés en une seule masse. Dans les présentes Modalités, les références aux Obligations comprennent toutes autres obligations émises conformément au présent Article et assimilées aux Obligations.

#### **12. Droit applicable, tribunaux compétents et langue**

Les Obligations sont régies par le droit français.

Tout différend se rapportant directement ou indirectement aux Obligations sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Seule la version française des présentes Modalités fait foi.

the operation of the *Masse*, including expenses relating to convening and holding general meetings and, more generally, all administrative expenses resolved upon by a Noteholder's general meeting, it being expressly stipulated that no expenses may be imputed against interest payable on the Notes.

#### **11. Further issues**

The Issuer may from time to time without the consent of the Noteholders issue further notes to be assimilated with the Notes, provided that such further notes and the Notes shall carry identical rights in all respects (or in all respects except for the issue price and the first payment of interest thereon) and that the terms and conditions of such further notes shall provide for such assimilation.

In the case of such an assimilation, the holders of such further notes and the Noteholders will be grouped in a single *masse*. References in these Conditions to the Notes include any other notes issued pursuant to this Condition and assimilated with the Notes.

#### **12. Governing law, jurisdiction and language**

The Notes are governed by French law.

Any dispute arising out of or in connection with the Notes will be submitted to the competent courts within the jurisdiction of the Court of Appeal of Paris.

Only the French version of these Conditions shall be binding.



#### **UTILISATION DU PRODUIT DE L'EMISSION**

Le produit net de l'émission des Obligations, estimé approximativement à 297.243.000 euros, est destiné aux besoins généraux de l'Emetteur.

#### **USE OF PROCEEDS**

The net proceeds of the issue of the Notes, estimated to approximately € 297,243,000 will be used for general corporate purposes.

## DEVELOPPEMENTS RECENTS

La Maison Christian Dior a engagé, début mars 2011, une procédure de licenciement à l'encontre de son styliste, M. John Galliano.

*Certaines informations contenues dans les communiqués ci-dessous intègrent ou reposent sur des anticipations ou projections. D'importants facteurs de risques, incertitudes ou éléments indépendants de notre contrôle ou ne pouvant être anticipés à ce jour pourraient donc conduire à ce que les résultats effectivement constatés diffèrent significativement de ceux anticipés, projetés ou implicitement inclus dans ces données. Ces informations reflètent notre vision de l'activité à la date des communiqués concernés. Elles doivent être utilisées avec précaution, étant en outre précisé que nous ne nous engageons en aucun cas à modifier ou mettre à jour ces informations ultérieurement.*

## RECENT DEVELOPMENTS

The fashion house Christian Dior commenced, at the beginning of March 2011, dismissal proceedings against its designer, Mr. John Galliano.

*Certain information included in the following press releases is forward looking. Important risk factors and uncertainties and factors beyond our control or ability to predict could therefore cause actual results to differ materially from those anticipated, projected or implied. This information only reflects our views as of the date of the relevant press release. No undue reliance should therefore be based on any such information, it being also understood that we undertake no commitment to amend or update it after the date hereof.*

**Communiqué de Christian Dior en date du 4 février 2011**      **Christian Dior Release dated 4 February 2011**

# Christian Dior

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 363 454 096 EUROS- 582 110 987 R.C.S PARIS  
30 avenue Montaigne  
PARIS  
75008

TEL. 01 44 13 22 22

Paris, le 4 février 2011

Paris, 4 February, 2011

### COMMUNIQUE

### PRESS RELEASE

#### **2010 : EXCELLENTE ANNEE POUR LE GROUPE CHRISTIAN DIOR**

#### **2010: AN EXCELLENT YEAR FOR THE CHRISTIAN DIOR GROUP**

Le **Groupe Christian Dior** a réalisé en 2010 des ventes de 21,1 milliards d'euros en croissance de 19 % par rapport à 2009. Tous les groupes d'activités connaissent une excellente dynamique en Europe, en Asie et aux Etats-Unis.

In 2010, the **Christian Dior Group** recorded revenue of 21.1 billion Euros, an increase of 19% compared to 2009. All business groups saw excellent momentum in Europe, Asia and the United States.

Au quatrième trimestre, les ventes sont en hausse de 20 %. Cette performance est en ligne avec les tendances favorables observées depuis le début de l'année et se compare à un quatrième trimestre 2009 lui-même en croissance.

Revenues increased by 20% in the fourth quarter. This performance is in line with the favourable trends observed since the beginning of the year and compares to the fourth quarter in 2009 which also grew.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 4 338 millions d'euros, en hausse de 29 %. La marge opérationnelle courante gagne 1,6 point et atteint 20,5 % en 2010. Tous les métiers contribuent à cette amélioration.

Profit from recurring operations increased by 29% to 4,338 million Euros. The current operating margin improved by 1.6 percentage points to reach 20.5% in 2010 with all businesses contributing to this improvement.

Le résultat net-part du Groupe s'établit à 1 261 millions d'euros. Le cash flow disponible s'élève à 3 013 millions d'euros, en progression de 37 % par rapport à 2009.

Group share of net profit stood at 1,261 million Euros. Free cash flow reached 3,013 million Euros, an increase of 37% compared to 2009.

<b>En millions d'euros / Euro millions</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>% variation/ % change</b>
Ventes / <i>Revenue</i>	21 123	17 745	+ 19 %*
Résultat opérationnel courant / <i>Profit from recurring operations</i>	4 338	3 356	+ 29 %
Résultat net / <i>Net profit</i>	3 269	1 902	+ 72 %
dont résultat net-part du Groupe / <i>of which Group share</i>	1 261	695	+ 81 %
Cash flow disponible**/ <i>Free cash flow**</i>	3 013	2 194	+ 37 %

\* + 13 % à taux de change et périmètre comparables./ +13% at comparable structure and exchange rates.

\*\* Avant investissements financiers, opérations en capital et opérations de financement./ Before financial investments, transactions relating to equity and financing activities.

Les ventes de LVMH s'élèvent à 20 320 millions d'euros en 2010 et le résultat opérationnel courant s'établit à 4 321 millions d'euros. L'année 2010 a été marquée par :

- De nouveaux gains de parts de marché partout dans le monde ;
- La poursuite d'une progression rapide en Asie ;
- Une croissance à deux chiffres des ventes de Louis Vuitton, qui s'accompagne d'un niveau exceptionnel de rentabilité ;
- Une forte progression des résultats de DFS et de Sephora qui continuent de creuser l'écart avec leurs concurrents dans toutes leurs zones d'implantation ;
- Une progression élevée des ventes des Vins et Spiritueux ;
- La vitalité de Parfums Christian Dior avec le succès continu de ses parfums emblématiques ;
- Un doublement du résultat opérationnel courant des Montres et Joaillerie.

LVMH revenues increased to 20,320 million Euros in 2010 and profit from recurring operations stood at 4,321 million Euros. Highlights of 2010 include:

- Further market share gains throughout the world;
- Continued rapid growth in Asia;
- Double-digit revenue growth and exceptional profitability at Louis Vuitton;
- Strong results from DFS and Sephora which continue to increase their lead over competitors across all regions in which they operate;
- Rapid revenue growth for Wines & Spirits;
- Momentum at Parfums Christian Dior due to the continued success of its iconic perfumes;
- Doubled profit from recurring operations at Watches & Jewelry.

Par groupe d'activités, l'évolution des ventes de LVMH est la suivante :

LVMH revenue by business group:

<b>En millions d'euros / Euro millions</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>% variation / % change</b>	
			<b>Publiée / Reported</b>	<b>Organique*/ Organic</b>
Vins et Spiritueux / <i>Wine &amp; Spirits</i>	3 261	2 740	+ 19 %	+ 13 %
Mode et Maroquinerie / <i>Fashion &amp; Leather Goods</i>	7 581	6 302	+ 20 %	+ 13 %
Parfums et Cosmétiques / <i>Perfumes &amp; Cosmetics</i>	3 076	2 741	+ 12 %	+ 9 %
Montres et Joaillerie / <i>Watches and Jewelry</i>	985	764	+ 29 %	+ 21 %
Distribution selective / <i>Selective Retailing</i>	5 378	4 533	+ 19 %	+ 14 %
Autres activités et éliminations / <i>Other activities and eliminations</i>	39	(27)	-	-
Total LVMH publié / <i>Total LVMH, as reported</i>	20 320	17 053	+ 19 %	+ 13 %

\*A structure et taux de change comparables. / With comparable structure and exchange rates.

Par groupe d'activités, le résultat opérationnel courant de LVMH a évolué comme suit :

LVMH profit from recurring operations by business group:

En millions d'euros / Euro millions	2010	2009	% variation / % change
Vins et Spiritueux / <i>Wine &amp; Spirits</i>	930	760	+ 22 %
Mode et Maroquinerie / <i>Fashion &amp; Leather Goods</i>	2 555	1 986	+ 29 %
Parfums et Cosmétiques / <i>Perfumes &amp; Cosmetics</i>	332	291	+ 14 %
Montres et Joaillerie / <i>Watches and Jewelry</i>	128	63	+ 103 %
Distribution selective / <i>Selective Retailing</i>	536	388	+ 38 %
Autres activités et éliminations / <i>Other activities and eliminations</i>	(160)	(136)	-
Total LVMH publié / <i>Total LVMH, as reported</i>	4 321	3 352	+ 29 %

Les ventes de **Christian Dior Couture** s'établissent à 826 millions d'euros en 2010, en croissance de 15% à taux courants et de 10% à taux constants par rapport à 2009. Les ventes de détail ont progressé de 22% (16% à taux constants). Elles illustrent une dynamique de croissance très favorable sur tous les continents.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 35 millions d'euros, en forte hausse par rapport à 2009, grâce à une nette amélioration de la marge brute. La Maroquinerie et le Prêt-à-porter (Homme et Femme) ont réalisé de très belles performances.

Dans le cadre de sa stratégie d'excellence, Christian Dior Couture poursuivra, en 2011, son programme d'ouvertures et de rénovations de boutiques dans les marchés à fort potentiel.

Après une année 2010 exceptionnelle, le **Groupe Christian Dior** dispose des meilleurs atouts pour poursuivre en 2011 une croissance dynamique dans l'ensemble de ses métiers. Sa stratégie restera centrée sur la mise en valeur de ses marques, portée par une politique soutenue d'innovation, de qualité et d'expansion dans les marchés porteurs.

Fort de la grande réactivité de son organisation et de la bonne répartition entre ses différents métiers et les zones géographiques où il opère, le Groupe aborde l'année 2011 avec confiance et se fixe à nouveau comme objectif de renforcer son avance sur le marché mondial du luxe.

Lors de l'Assemblée Générale du 31 mars 2011, Christian Dior proposera un dividende de 2,11 euros par action, en hausse de 27 %. Un acompte sur dividende de 0,88 euro par action a été distribué le 2 décembre dernier. Le solde de 1,23 euro sera mis en paiement le 25 mai 2011.

*Le Conseil d'Administration s'est réuni le 3 février 2011 pour arrêter les comptes de l'exercice 2010. Les procédures d'audit ont été effectuées et le rapport d'audit*

**Christian Dior Couture** revenue stood at 826 million Euros in 2010, a growth of 15% at current exchange rates and 10% at constant exchange rates, compared to 2009. Revenue from retail activities increased by 22% (or 16% at constant exchange rates), demonstrating strong growth momentum across the world.

Profit from recurring operations rose to 35 million Euros, a strong increase compared to 2009, thanks to a net improvement in gross margin. Leather Goods and Ready-to-wear (for men and women) performed particularly well. As part of its strategy of excellence, Christian Dior Couture will continue, in 2011, its store opening and renovation programme in markets with strong potential.

After an exceptional 2010, the **Christian Dior Group** is well equipped to continue its growth momentum across all business groups in 2011. Its strategy will remain focused on developing its brands through strong innovation, quality and expansion in the high potential markets.

Driven by the agility of its organisation, the balance of its different businesses and geographic diversity, the Group enters 2011 with confidence and has set itself the objective of increasing, once again, its global leadership position in luxury goods.

At the Annual Shareholders Meeting on March 31, 2011, Christian Dior will propose a dividend of 2.11 Euros per share, an increase of 27%. An interim dividend of 0.88 Euros per share was paid on December 2 of last year. The balance of 1.23 Euros per share will be paid on May 25, 2011.

*The Christian Dior Board met on February 3, 2011 to approve the financial statements for 2010. Audit procedures have been carried out and the audit report is*

est en cours d'émission.

L'information réglementée liée à ce communiqué est disponible sur le site web [www.dior-finance.com](http://www.dior-finance.com).

being issued.

Regulated information related to this press release is available on the internet site [www.dior-finance.com](http://www.dior-finance.com).

## ANNEXE

Christian Dior – Répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre (\*)

### Exercice 2010

En millions d'euros / Euros millions	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux/ Wines & Spirits	Mode et Maroquinerie/ Fashion & Leather Goods	Parfums et Cosmétique s/ Perfumes & Cosmetics	Montres et Joaillerie/ Watches & Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities & eliminations	Total/ Total
Premier trimestre / First quarter	180	635	1 729	736	204	1 181	(17)	4 648
Deuxième trimestre / Second quarter	193	667	1 787	705	239	1 238	(16)	4 813
Troisième trimestre / Third quarter	221	846	1 948	805	244	1 294	(31)	5 327
Quatrième trimestre / Fourth quarter	232	1 113	2 117	830	298	1 665	80	6 335
<b>Total des ventes / Total revenue</b>	<b>826</b>	<b>3 261</b>	<b>7 581</b>	<b>3 076</b>	<b>985</b>	<b>5 378</b>	<b>16</b>	<b>21 123</b>

## APPENDIX

Christian Dior – Quarterly revenue by business group

### 2010 Fiscal year

En millions d'euros / Euros millions	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux/ Wines & Spirits	Mode et Maroquinerie/ Fashion & Leather Goods	Parfums et Cosmétique s/ Perfumes & Cosmetics	Montres et Joaillerie/ Watches & Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities & eliminations	Total / Total
Premier trimestre / First quarter	169	540	1 598	663	154	1 085	(27)	4 182
Deuxième trimestre / Second quarter	171	539	1 390	622	192	1 042	(1)	3 955
Troisième trimestre / Third quarter	178	682	1 549	686	187	1 040	(13)	4 309
Quatrième trimestre / Fourth quarter	199	979	1 765	770	231	1 366	(11)	5 299

<b>Total des ventes / Total revenue</b>	<b>717</b>	<b>2 740</b>	<b>6 302</b>	<b>2 741</b>	<b>764</b>	<b>4 533</b>	<b>(52)</b>	<b>17 745</b>
---	------------	--------------	--------------	--------------	------------	--------------	-------------	---------------

Communiqué de LVMH en date du 4 février 2011

LVMH Release dated 4 February 2011

# LVMH

---

## MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

### 2010 : UN GRAND MILLESIME POUR LVMH

### 2010: A GREAT VINTAGE FOR LVMH

Paris, le 4 février 2011

Paris, 4 February 2011

Les ventes de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, leader mondial des produits de luxe, progressent de 19 % en 2010 et dépassent pour la première fois les 20 milliards d'euros. Tous les groupes d'activités connaissent une excellente dynamique en Europe, en Asie et aux Etats-Unis. Louis Vuitton, en particulier, enregistre à nouveau sur l'année une croissance à deux chiffres de ses ventes.

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, the world's leading luxury products group, recorded a 19% increase in revenue in 2010, exceeding the 20 billion Euro mark for the first time. All business groups saw excellent momentum in Europe, Asia and the United States. Louis Vuitton, in particular, once again recorded double-digit revenue growth during the year.

Au quatrième trimestre, les ventes sont en hausse de 20 %. La croissance organique ressort à 13 %. Cette performance est en ligne avec les tendances favorables observées depuis le début de l'année et se compare à un quatrième trimestre 2009 lui-même en croissance.

Revenue increased by 20% in the fourth quarter with organic growth rising 13%. This performance is in line with the favorable trends observed since the beginning of the year, and compares to the fourth quarter of 2009 which also grew.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 4 321 millions d'euros, en hausse de 29 %. La marge opérationnelle courante gagne 1,6 point et atteint 21,3 % en 2010. Tous les métiers contribuent à cette amélioration.

Profit from recurring operations increased by 29% to 4 321 million Euros. The current operating margin improved by 1.6 percentage points to reach 21.3% in 2010 with all businesses contributing to this performance.

Le résultat net part du Groupe s'établit pour sa part à 3 032 millions d'euros.

Group share of net profit was 3 032 million Euros.

M. Bernard Arnault, Président-Directeur Général de LVMH, a déclaré : « 2010 est un grand millésime pour LVMH. La qualité de nos produits, l'originalité de nos marques et le talent de nos équipes s'ajoutant à la reprise économique nous ont permis à nouveau de gagner des parts de marché partout dans le monde. LVMH compte renforcer encore en 2011 son avance mondiale dans l'univers des produits de haute qualité en s'appuyant sur la pertinence de sa stratégie à long terme. »

Mr. Bernard Arnault, Chairman and CEO of LVMH, said: "2010 was a great vintage for LVMH. The quality of our products, the originality of our brands and the talent of our teams bolstered by the economic recovery allowed us once again to gain market share throughout the world. In 2011, LVMH intends to further strengthen its global leadership position in high quality products by relying on its sound long term strategy."

L'année 2010 a été marquée par :

- Un résultat opérationnel courant qui excède pour la première fois les 4 milliards d'euros,
- De nouveaux gains de parts de marché partout dans le monde,
- La poursuite d'une progression rapide en Asie,
- Une croissance à deux chiffres des ventes de Louis Vuitton, qui s'accompagne d'un niveau exceptionnel de rentabilité,
- Une forte progression des résultats de DFS et de Sephora qui continuent de creuser l'écart avec leurs concurrents dans toutes leurs zones d'implantation,
- Une progression élevée des ventes des Vins et Spiritueux,
- La vitalité de Parfums Christian Dior avec le succès

Highlights of 2010 include:

- Profit from recurring operations exceeded 4 billion Euros for the first time,
- Further market share gains throughout the world,
- Continued rapid growth in Asia,
- Double-digit revenue growth and exceptional profitability at Louis Vuitton,
- Strong results from DFS and Sephora which continue to increase their lead over competitors across all regions in which they operate,
- Rapid revenue growth for Wines & Spirits,
- Momentum at Parfums Christian Dior due to the

- continu de ses parfums emblématiques,
  - Un doublement du résultat opérationnel courant des Montres et Joaillerie,
  - Une augmentation de 39 % du cash flow disponible qui dépasse pour la première fois les 3 milliards d'euros,
  - Un gearing\* qui s'établit à 15 % à fin décembre 2010.
- continued success of its iconic perfumes,
  - Doubled profit from recurring operations at Watches & Jewelry,
  - A 39% increase in free cash flow, which for the first time passed the 3 billion Euro mark,
  - Gearing\* of 15% as of the end of December 2010.

\* ratio d'endettement net sur capitaux propres.

\* Ratio of net debt to equity

<b>En millions d'euros / Euro millions</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>% variation / % change</b>
Ventes / Revenue	17 053	20 320	+ 19 %
Résultat opérationnel courant / Profit from recurring operations	3 352	4 321	+ 29 %
Résultat net part du Groupe / Group share of net profit	1 755	3 032	+ 73 %
Cash flow disponible* / Free cash flow*	2 205	3 073	+ 39 %

\* Avant investissements financiers, opérations en capital et opérations de financement. / before financial investments, transactions relating to equity and financing activities

Par groupe d'activités, l'évolution des **ventes** est la **Revenue** by business group: suivante :

<b>En millions d'euros / Euro millions</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>% variation / % change 2010/2009</b>	
			<b>Publiée Reported</b>	<b>Organique* Organic*</b>
Vins et Spiritueux / Wine & Spirits	2 740	3 261	+ 19 %	+ 13 %
Mode et Maroquinerie / Fashion & Leather Goods	6 302	7 581	+ 20 %	+ 13 %
Parfums et Cosmétiques / Perfumes & Cosmetics	2 741	3 076	+ 12 %	+ 9 %
Montres et Joaillerie / Watches & Jewelry	764	985	+ 29 %	+ 21 %
Distribution sélective / Selective Retailing	4 533	5 378	+ 19 %	+ 14 %
Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	(27)	39	-	-
<b>Total LVMH</b>	<b>17 053</b>	<b>20 320</b>	<b>+ 19 %</b>	<b>+ 13 %</b>

\* à structure et taux de change comparables. / with comparable structure and exchange rates

Par groupe d'activités, le **résultat opérationnel courant** a **Profit from recurring operations**, by business group:

évolué comme suit :

<b>En millions d'euros / Euro millions</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>% variation</b>
Vins et Spiritueux / <i>Wine &amp; Spirits</i>	760	930	+ 22 %
Mode et Maroquinerie / <i>Fashion &amp; Leather Goods</i>	1 986	2 555	+ 29 %
Parfums et Cosmétiques / <i>Perfumes &amp; Cosmetics</i>	291	332	+ 14 %
Montres et Joaillerie / <i>Watches &amp; Jewelry</i>	63	128	+ 103 %
Distribution selective / <i>Selective Retailing</i>	388	536	+ 38 %
Autres activités et eliminations / <i>Other activities and eliminations</i>	(136)	(160)	-
<b>Total LVMH</b>	<b>3 352</b>	<b>4 321</b>	<b>+ 29 %</b>

#### **Vins et Spiritueux : confirmation de la forte reprise de la demande**

L'activité **Vins et Spiritueux** réalise en 2010 une croissance de 19 % de ses ventes et de 22 % de son résultat opérationnel courant. Le groupe d'activités bénéficie pleinement de la reprise de la demande et du maintien de son positionnement dans le contexte difficile de l'année 2009. Toutes les marques de champagne connaissent un fort rebond avec une progression particulièrement significative pour les cuvées de prestige, notamment Dom Pérignon et Krug. Le cognac Hennessy, qui avait fait preuve d'une grande résistance pendant la période de crise, continue de réaliser d'excellentes performances. Soutenues par l'essor rapide des marchés émergents, les qualités supérieures sont en forte hausse.

#### **Mode et Maroquinerie : dynamique exceptionnelle de Louis Vuitton**

L'activité **Mode et Maroquinerie** enregistre une croissance de 20 % de ses ventes en 2010 et de 29 % de son résultat opérationnel courant. Louis Vuitton, qui connaît une nouvelle année record, continue d'accentuer son avance parmi les marques de luxe. Louis Vuitton renforce son attractivité auprès de la clientèle grâce à une exceptionnelle dynamique de création comme en témoigne le succès de ses nouveaux produits de maroquinerie. La présence de la marque en Europe s'est encore renforcée en 2010 avec l'ouverture de la nouvelle Maison de Londres. Louis Vuitton ouvrira prochainement un nouvel atelier de fabrication à Marsaz dans la Drôme. Fendi réalise d'excellentes performances pour toutes ses catégories de produits et continue de consolider sa distribution. Donna Karan progresse aux Etats-Unis. Céline et Loewe connaissent un grand succès. Les autres marques de mode poursuivent leur expansion.

#### **Wines & Spirits: confirmation of a strong return in demand**

The **Wines & Spirits** business group saw revenue growth of 19% in 2010 and an increase of 22% in profit from recurring operations. The business group fully benefited from the return of demand and from having held to its positioning during a difficult 2009. All champagne brands experienced a strong recovery with particularly significant growth for the prestige cuvées, notably Dom Pérignon and Krug. Hennessy cognac, which proved its resilience during the crisis, continued its excellent performance, and its superior, high-end qualities increased strongly with the rapid growth of emerging markets.

#### **Fashion & Leather Goods: exceptional performance of Louis Vuitton**

**Fashion & Leather Goods** recorded revenue growth of 20% in 2010 and an increase of 29% in profit from recurring operations. Louis Vuitton, which had another record year, further increased its lead over other luxury brands. Louis Vuitton's appeal to customers is constantly strengthened by its dynamic creativity, as seen in the success of its new leather products. The presence of the brand in Europe was further reinforced in 2010 with the opening of the new Maison in London. Louis Vuitton will soon open a new workshop in Marsaz in the Drôme region of France. Fendi also performed well in all of its product categories and continued to consolidate its distribution network. Donna Karan progressed in the US. Céline and Loewe had great success. The other fashion brands continued their expansion.



## **Parfums et Cosmétiques : succès continu des lignes phares**

Pour l'activité **Parfums et Cosmétiques**, les ventes progressent de 12 % en 2010 et le résultat opérationnel courant est en hausse de 14 %. Tout en maintenant une politique d'innovation soutenue, Parfums Christian Dior s'est appuyé sur la vitalité de ses parfums emblématiques *J'adore*, *Poison* et *Eau Sauvage*. Les autres catégories de produits connaissent une forte progression grâce à l'excellente performance de la nouvelle gamme de rouge à lèvres *Rouge Dior* et du soin *Capture*. Guerlain bénéficie notamment du succès de son nouveau parfum *Idylle* ainsi que de la solidité de *Shalimar* et du soin *Orchidée Impériale*. Chez Parfums Givenchy, la fragrance féminine *Play for Her* a reçu un très bon accueil. Benefit et Make Up For Ever connaissent une dynamique remarquable partout dans le monde.

## **Montres et Joaillerie : forte croissance de la rentabilité**

Le groupe d'activités Montres et Joaillerie enregistre une croissance de ses ventes de 29 % en 2010 et un doublement de son résultat opérationnel courant. Portées par une demande soutenue de leurs clients, les marques de LVMH ont gagné des parts de marché dans toutes les régions. A l'occasion de son 150ème anniversaire, TAG Heuer a lancé avec succès son nouveau mouvement de chronographe et accentué son développement en Asie. Hublot a bénéficié du succès croissant des collections *Big Bang* et *King Power*, poursuivi sa montée en gamme et intégré son atelier de haute horlogerie. Zenith a renoué avec une forte dynamique portée par le succès de ses nouvelles collections et l'excellence de son mouvement *El Primero*. Les marques joaillères Chaumet, De Beers et Fred ont enregistré une croissance solide des ventes dans leur réseau de magasins en Europe et en Asie.

## **Distribution sélective : positionnement renforcé**

L'activité **Distribution sélective** enregistre en 2010 une croissance de 19 % de ses ventes et une hausse de 38 % de son résultat opérationnel courant.

L'excellente performance de DFS est portée par la bonne dynamique des flux de voyageurs internationaux, notamment celle des touristes asiatiques. Les Gallerias de Hong Kong, Macao et Singapour réalisent des avancées remarquables, recueillant les fruits des investissements consacrés à leurs rénovations et expansions. Les nouvelles implantations en Inde, Moyen-Orient et Vietnam sont prometteuses.

Fort de son concept innovant, Sephora continue de gagner des parts de marché et enregistre une croissance de ses ventes à magasins comparables dans toutes les régions. La bonne dynamique des ventes en ligne se poursuit. Le rythme d'expansion de son réseau de magasins reste soutenu. En Asie et en Europe, l'ouverture de magasins phares en 2010 a fortement accru sa présence. Sephora a également inauguré son implantation en Amérique Latine avec l'acquisition de Sack's, leader brésilien de la distribution sélective de parfums et cosmétiques par Internet.

## **Perfumes & Cosmetics: continued success of star lines**

**Perfumes & Cosmetics** recorded revenue growth of 12% in 2010 and an increase in profit from recurring operations of 14%. Parfums Christian Dior benefited from the continued popularity of its iconic perfumes such as *J'adore*, *Poison* and *Eau Sauvage*, while maintaining focus on innovation. Other product categories enjoyed strong growth thanks to the excellent performance of the new *Rouge Dior* lipstick range and the *Capture* skincare line. Guerlain benefited from the success of its new *Idylle* fragrance and the soundness of *Shalimar*, as well as its skincare line, *Orchidée Impériale*. The new *Play for Her* feminine fragrance from Parfums Givenchy was very well received. Benefit and Make Up For Ever enjoyed outstanding momentum throughout the world.

## **Watches & Jewelry: strong growth in profitability**

In **Watches & Jewelry**, revenue growth of 29% was recorded in 2010 and profit from recurring operations doubled. With continued growth in demand from their clients, LVMH brands gained market share across all regions. For its 150th anniversary, TAG Heuer successfully launched a new watch movement and enhanced its presence in Asia. Hublot benefited from the growing success of the *Big Bang* and *King Power* collections, continued to increase its high-end offering and integrated its workshop of high-end watch making. Zenith found a new strong momentum with its new collections and the *El Primero* movement. The jewelry brands Chaumet, De Beers and Fred registered solid revenue growth in their European and Asian store networks.

## **Selective Retailing: strengthened positioning**

The **Selective Retailing** business group recorded revenue growth of 19% in 2010 and an increase of 38% in profit from recurring operations. DFS's excellent performance was due to the rise in international travel, notably among Asian tourists. The Gallerias of Hong Kong, Macao and Singapore enjoyed remarkable growth and benefited from the investments made in renovation and expansion. New operations in India, the Middle East and Vietnam are promising.

Driven by its innovative concept, Sephora continued to gain market share and recorded comparable store growth across all regions. The good momentum in online sales continued. The rhythm of its store openings continued as well. The opening of flagship stores in 2010 significantly increased its presence in Asia and Europe. Sephora also entered the Latin American market through the acquisition of Sack's, the leading Brazilian online retailer of selective perfumes and cosmetics.

## Excellentes perspectives pour 2011

Après une année 2010 exceptionnelle, LVMH dispose des meilleurs atouts pour poursuivre en 2011 une croissance dynamique dans l'ensemble de ses métiers. Sa stratégie restera centrée sur la mise en valeur de ses marques, portée par une politique soutenue d'innovation, de qualité et d'expansion dans les marchés porteurs.

Fort de la grande réactivité de son organisation et de la bonne répartition entre ses différents métiers et les zones géographiques où il opère, LVMH aborde l'année 2011 avec confiance et se fixe à nouveau comme objectif de renforcer son avance sur le marché mondial du luxe.

### Dividende en hausse de 27 %

Lors de l'Assemblée Générale du 31 mars 2011, LVMH proposera un dividende de 2,10 euros par action, en hausse de 27 %. Un acompte sur dividende de 0,70 euro par action a été distribué le 2 décembre dernier. Le solde de 1,40 euro sera mis en paiement le 25 mai 2011.

*Le Conseil d'Administration s'est réuni le 3 février pour arrêter les comptes de l'exercice 2010. Les procédures d'audit ont été effectuées et le rapport d'audit est en cours d'émission.*

*L'information réglementée liée à ce communiqué est disponible sur le site web [www.lvmh.fr](http://www.lvmh.fr).*

## Excellent outlook for 2011

After an exceptional 2010, LVMH is well equipped to continue its growth momentum across all business groups in 2011. Its strategy will remain focused on developing its brands through strong innovation, quality and expansion in high potential markets.

Driven by the agility of its organisation, the balance of its different businesses and geographic diversity, LVMH enters 2011 with confidence and has set itself the objective of increasing, once again, its global leadership position in luxury goods.

### Dividend increased by 27%

At the Annual Shareholders Meeting on March 31, 2011, LVMH will propose a dividend of 2.10 Euros per share, an increase of 27%. An interim dividend of 0.70 Euros per share was paid on December 2 of last year. The balance of 1.40 Euros per share will be paid on May 25, 2011.

*The LVMH Board met on February 3rd to approve the financial statements for 2010.*

*Audit procedures have been carried out and the audit report is being issued.*

*Regulated information related to this press release is available on the Internet site [www.lvmh.com](http://www.lvmh.com).*

## ANNEXE

### Répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre

Année 2010

(en millions d'euros) / (Euros millions)	Vins et Spiritueux / Wines & Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion & Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes & Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches & Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities & eliminations	Total / Total
Premier trimestre / First quarter	635	1 729	736	204	1 181	(13)	4 472
Deuxième trimestre / Second quarter	667	1 787	705	239	1 238	(9)	4 627
Troisième trimestre / Third quarter	846	1 948	805	244	1 294	(26)	5 111
Quatrième trimestre / Fourth quarter	1 113	2 117	830	298	1 665	87	6 110
<b>Total des ventes / Total revenue</b>	<b>3 261</b>	<b>7 581</b>	<b>3 076</b>	<b>985</b>	<b>5 378</b>	<b>39</b>	<b>20 320</b>

## APPENDIX

### Quarterly revenue by business group

2010 Fiscal year

(en millions d'euros) / (Euros millions)	Vins et Spiritueux / Wines & Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion & Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes & Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches & Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities & eliminations	Total / Total
Premier trimestre / First quarter	635	1 729	736	204	1 181	(13)	4 472
Deuxième trimestre / Second quarter	667	1 787	705	239	1 238	(9)	4 627
Troisième trimestre / Third quarter	846	1 948	805	244	1 294	(26)	5 111
Quatrième trimestre / Fourth quarter	1 113	2 117	830	298	1 665	87	6 110
<b>Total des ventes / Total revenue</b>	<b>3 261</b>	<b>7 581</b>	<b>3 076</b>	<b>985</b>	<b>5 378</b>	<b>39</b>	<b>20 320</b>

(en millions d'euros) / (Euros millions)	Vins et Spiritueux / Wines & Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion & Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes & Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches & Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities & eliminations	Total / Total
Premier trimestre / First quarter	540	1 598	663	154	1 085	(22)	4 018
Deuxième trimestre / Second quarter	539	1 390	622	192	1 042	8	3 793
Troisième trimestre / Third quarter	682	1 549	686	187	1 040	(9)	4 135
Quatrième trimestre / Fourth quarter	979	1 765	770	231	1 366	(4)	5 107
<b>Total des ventes / Total revenue</b>	<b>2 740</b>	<b>6 302</b>	<b>2 741</b>	<b>764</b>	<b>4 533</b>	<b>(27)</b>	<b>17 053</b>

Communiqué de LVMH en date du 7 mars 2011

LVMH Release dated 7 March 2011

# BVLGARI

LA FAMILLE BULGARI S'ASSOCIE A LVMH

ELLE APPORTE A LVMH SA  
PARTICIPATION MAJORITAIRE DANS  
BULGARI

Le 7 mars 2011

La Famille Bulgari, actionnaire majoritaire de la célèbre Maison italienne créée par Sotirio Bulgari en 1884, a choisi de s'associer au Groupe LVMH pour renforcer le développement à long terme de la Maison Bulgari dans le respect de son héritage, de ses valeurs, de son savoir-faire et de son identité. Synonyme de créativité et d'excellence dans le monde entier, la Maison Bulgari est unanimement reconnue comme l'un des acteurs majeurs de son secteur. Elle tient une place prééminente dans les domaines de la joaillerie et de l'horlogerie, de même qu'un rang significatif dans celui des parfums et cosmétiques et des accessoires.

L'accord conclu durant le week-end a été approuvé à l'unanimité par le Conseil d'Administration de LVMH dimanche soir. Le Conseil d'Administration de Bulgari S.p.A. a approuvé également à l'unanimité le projet qui prévoit l'apport à LVMH de la participation de contrôle détenue par la famille dans le capital de la société Bulgari S.p.A. La Famille Bulgari deviendra ainsi le second actionnaire familial du Groupe LVMH. La société Bulgari S.p.A. étant cotée à Milan, LVMH déposera une offre

# LVMH

MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

THE BULGARI FAMILY JOINS FORCES  
WITH LVMH AND TRANSFERS ITS  
MAJORITY SHAREHOLDING IN  
BULGARI S.P.A.

7 March 2011

The Bulgari Family, majority shareholder of the renowned Italian House established in 1884 by Sotirio Bulgari, has decided to join forces with the LVMH Group in order to reinforce, in accordance with its history, values, craftsmanship and identity, the long term development of the Bulgari Group. A synonym of creativity and excellence the world over, Bulgari is renowned as one of the major players in its sector and occupies a strong leadership position in the jewelry and watch segment, while playing an important role in the fragrance, cosmetic and accessories segments as well.

The agreement was concluded this weekend and was approved unanimously by the LVMH Board of Directors Sunday evening. The Board of Directors of Bulgari S.p.A. has also unanimously approved the project of contributing to LVMH the Family's majority shareholding in Bulgari S.p.A. Upon completion of the share transfer process, LVMH will issue 16.5 million shares in exchange for the 152.5 million Bulgari shares currently held by the Bulgari Family, who will thus

publique d'achat au prix de €12,25 par action sur les actions détenues par les actionnaires minoritaires, conformément à la réglementation boursière italienne. Au terme de la procédure d'apport, LVMH émettra 16,5 millions d'actions, en rémunération des 152,5 millions de titres détenus ce jour par la famille Bulgari. Des éléments supplémentaires concernant l'opération figurent dans les communiqués de presse publiés ce jour dans le cadre de la réglementation italienne applicable.

Messieurs Paolo et Nicola Bulgari resteront respectivement Président et Vice Président du Conseil d'Administration de Bulgari S.p.A. La Famille Bulgari disposera de deux postes au Conseil d'administration de LVMH et Monsieur Francesco Trapani, Administrateur Délégué de Bulgari S.p.A., entrera au Comité Exécutif de LVMH et prendra, au second semestre 2011, la supervision de l'ensemble des activités Horlogerie - Joaillerie du Groupe LVMH, en ce compris la Maison Bulgari. Monsieur Philippe Pascal, actuel Responsable de ces activités, restera au Comité Exécutif de LVMH et se verra confier de nouvelles responsabilités au sein du Groupe.

Messieurs Paolo Bulgari, Président de Bulgari S.p.A. et Nicola Bulgari, Vice-Président, ont déclaré : « Nous avons trouvé en Bernard Arnault et dans le groupe qu'il a construit tous les éléments que nous recherchions pour garantir la pérennité de Bulgari : une capacité à accueillir et à fédérer au sein d'une organisation puissante des marques qui trouvent là le moyen de croître et de s'épanouir tout en préservant leur identité et leur originalité; une culture en tous points identique à la nôtre, faite d'exigence extrême de qualité et d'excellence ; et aussi une parfaite harmonie entre un contrôle familial du capital, gage d'une vision stratégique à long terme, et une ouverture au marché boursier qui sert de stimulant pour la gestion, en même temps que de garantie de liquidité pour les actionnaires familiaux. »

Monsieur Francesco Trapani, Administrateur Délégué de Bulgari S.p.A., a déclaré : « C'est une étape importante qui vient d'être franchie, tant pour notre famille que pour la Maison Bulgari et cela dans un moment de forte progression du chiffre d'affaires de la Maison. L'entrée dans LVMH va donner à Bulgari les moyens de renforcer son développement à l'échelle mondiale et de trouver des synergies appréciables, notamment dans le domaine des achats et de la distribution. J'ajoute que c'est pour moi un grand honneur de me voir conférer la responsabilité des activités Horlogerie - Joaillerie de LVMH, qui comprennent des marques aussi prestigieuses que TAG Heuer, Chaumet, Zenith, Hublot, Fred et De Beers. Avec la Maison Bulgari, cet ensemble de marques va pouvoir investir et innover davantage encore et se mettre en position de devenir leader sur le marché mondial du très haut de gamme. »

Monsieur Bernard Arnault a déclaré : « L'association entre mon Groupe et celui de la Famille Bulgari constitue un rapprochement idéal sur tous les plans. En effet, nous partageons avec cette famille la même culture de respect des racines des marques, de recherche de l'excellence, ainsi que de créativité et d'innovation. Comme c'est le cas chez LVMH, les actionnaires familiaux sont chez Bulgari

become the second largest family shareholder of the LVMH Group. In compliance with the Italian Stock Exchange regulations, LVMH will submit a Public Purchase Offer at the price of €12.25 per share on the shares held by minority stockholders, further details of which are described in the press releases issued today.

Paolo and Nicola Bulgari will remain Chairman and Vice Chairman of the Bulgari S.p.A. Board of Directors, respectively. The Bulgari Family will furthermore be entitled to appoint two representatives to the LVMH Board of Directors and Francesco Trapani, CEO of Bulgari S.p.A., will join the Executive Committee of LVMH and will assume in the second half of 2011 the management of the LVMH enlarged Watches and Jewelry activities. Philippe Pascal, the current Head of these activities, will remain on the LVMH Executive Committee and will be given new responsibilities within the Group.

Mr. Paolo Bulgari, Chairman of Bulgari S.p.A. and Mr. Nicola Bulgari, Vice Chairman of Bulgari S.p.A., declared: *"We found in Bernard Arnault and the Group he has built all the elements that are required to guarantee the long term future of Bulgari : the ability to gather into one powerful organisation different brands that can grow and develop while preserving both their identity and originality; a culture completely identical to ours, which is characterized by an unceasing quest for quality and excellence; a perfect harmony between family control of the capital, thereby ensuring a long term strategic vision, and an opening towards the stock market which is a stimulus for management while at the same time providing liquidity for the family shareholders."*

Francesco Trapani, Chief Executive Officer of Bulgari S.p.A., said: *"This is a significant step for our family as well as for Bulgari, occurring at a time of strong revenue growth. Our entrance into LVMH will allow Bulgari to reinforce its worldwide growth and to realise noteworthy synergies, in particular in the areas of purchasing and distribution. I would like to add that I am greatly honoured that the management of LVMH's Watches and Jewelry activities, which include prestigious brands such as TAG Heuer, Chaumet, Zenith, Hublot, Fred and De Beers, has been entrusted to me. Bulgari and these brands will be able to invest and innovate even further to become the world leader in the high end segment."*

Bernard Arnault said: *"The alliance between my Group and the Bulgari Family is a perfect combination from all points of view as we share the same culture in terms of respect for identity and roots of the brands, quest for excellence, creativity and innovation. As is the case with LVMH, the Bulgari Family shareholders are directly involved in managing the company, they are*

directement impliqués dans la gestion opérationnelle de leur Maison. Ce sont des entrepreneurs qui connaissent et maîtrisent toutes les étapes de leur activité, depuis la conception des produits jusqu'au service après-vente. Nous nous sommes de ce fait immédiatement compris et entendus sur la façon dont nous allons travailler ensemble. Je suis convaincu que notre association apportera de grands avantages tant à la Maison Bulgari qu'au Groupe LVMH.

Je salue l'entrée au sein du Comité Exécutif de LVMH de Francesco Trapani, artisan du développement de Bulgari au cours des vingt dernières années, et j'en profite pour remercier Philippe Pascal de sa contribution décisive au développement de notre activité Montres et Joaillerie. »

*entrepreneurs that know and excel in all aspects of the business, from the creation of the product to after sales service. It is for these reasons that we immediately understood each other and agreed on the way we would work together. I am certain that our partnership will be greatly beneficial to Bulgari as well as to the LVMH Group.*

*I welcome Francesco Trapani, the driving force behind Bulgari's development over the last twenty years, to LVMH's Executive Committee and take this opportunity to thank Philippe Pascal for his decisive contribution to the growth of our Watches and Jewelry operations."*

**Communiqué de LVMH en date du 18 avril 2011**

**LVMH Release dated 18 April 2011**



**VENTES EN HAUSSE DE 17 % AU  
PREMIER TRIMESTRE**

**REVENUE GROWTH OF 17% FOR LVMH IN  
THE FIRST QUARTER**

Paris, le 18 avril 2011

Paris, 18 April 2011

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, leader mondial des produits de haute qualité, réalise au premier trimestre 2011 des ventes de 5,2 milliards d'euros, en hausse de 17 %. La croissance organique\* s'établit à 14 % par rapport à la même période de 2010 qui était déjà en forte progression. Le Groupe réalise un excellent début d'année, poursuivant les tendances observées à la fin de 2010. Les Etats-Unis, l'Europe et l'Asie connaissent une forte dynamique. Après le séisme intervenu au Japon, les équipes locales sont mobilisées pour organiser progressivement le retour à la normale.

Tous les groupes d'activités enregistrent une croissance organique à deux chiffres de leurs ventes. Les Vins et Spiritueux ainsi que les Montres et Joaillerie poursuivent un fort rebond sous l'effet de la reprise confirmée de la demande des clients. Louis Vuitton enregistre une croissance organique à deux chiffres de ses ventes et accentue son avance.

Par groupe d'activités, l'évolution des ventes est la suivante :

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, the world's leading high quality products group, recorded revenue of €5.2 billion in the first quarter of 2011, an increase of 17%. Organic\* revenue growth was 14% compared to the same period in 2010, which had itself shown strong growth. The Group had an excellent start to the year, continuing the trends seen at the end of 2010. The United States, Europe and Asia enjoyed strong momentum. After the earthquake in Japan, the Group's local teams worked hard to effect a gradual return to normal business.

All business groups recorded double-digit organic revenue growth in the quarter. Wines & Spirits as well as Watches & Jewelry continued their strong recovery due to a confirmed return in client demand. Louis Vuitton registered double-digit organic revenue growth and accelerated its leadership.

Revenue by business group :

En millions d'euros / In million euros	1er trimestre 2011 / Q1 2011	1er trimestre 2010 / Q1 2010	Variation / % Change 1er trim. 2011 / Q1 2011 1er trim. 2010 / Q1 2010
			Publiée/Reported      Organique*/ Organic*

Vins & Spiritueux / <i>Wines &amp; Spirits</i>	762	635	+20%	+17%
Mode & Maroquinerie / <i>Fashion &amp; Leather Goods</i>	2 029	1 729	+17%	+13%
Parfums & Cosmétiques / <i>Perfumes &amp; Cosmetics</i>	803	736	+9%	+11%
Montres & Joaillerie / <i>Watches &amp; Jewelry</i>	261	204	+28%	+20%
Distribution selective / <i>Selective Retailing</i>	1 421	1 181	+20%	+17%
Autres activités et éliminations / <i>Other Activities and eliminations</i>	(29)	(13)	-	-
Total	<b>5 247</b>	<b>4 472</b>	<b>+17%</b>	<b>+14%</b>

\* à structure et taux de change comparables /with comparable structure and constant exchange rates

Le groupe d'activités **Vins & Spiritueux** rencontre au premier trimestre une forte demande, notamment en provenance des Etats-Unis et des pays asiatiques. La croissance en volume de l'activité Champagne ressort à 8 % par rapport à un premier trimestre 2010 élevé qui avait été marqué par la reprise des commandes de la part des distributeurs. Les cuvées de prestige connaissent une avancée particulièrement rapide. Avec des volumes en progression de 16 %, le cognac Hennessy poursuit les tendances excellentes de fin d'année pour toutes ses qualités de cognac.

L'activité **Mode & Maroquinerie** enregistre une croissance organique de 13 % de ses ventes au premier trimestre 2011. Louis Vuitton poursuit une dynamique exceptionnelle portée par l'engouement des clientèles locales et touristiques pour les produits de haute qualité de la marque. Afin d'accompagner au mieux cette demande, les capacités de production ont été augmentées, grâce notamment au nouvel atelier de Marsaz, situé dans la Drôme. La participation de la marque, pour la première fois, au Salon de l'Horlogerie de Bâle reflète l'excellence du savoir-faire horloger de Louis Vuitton. Fendi et Donna Karan poursuivent une progression rapide de leurs ventes. Les autres marques, en particulier Céline, connaissent un fort développement de leur activité.

Dans les **Parfums & Cosmétiques**, la croissance organique des ventes s'établit à 11 % au premier trimestre 2011. Christian Dior réalise d'excellentes performances grâce à la progression soutenue de ses lignes phares. Le trimestre a vu le lancement réussi du rouge à lèvres *Dior Addict* et le déploiement du parfum *Miss Dior*, mettant en scène sa nouvelle égérie Natalie Portman. Guerlain bénéficie du développement rapide de son parfum mythique *Shalimar* et de sa ligne de soin *Orchidée Impériale*. La croissance de Givenchy est tirée par le succès de *Play for Her* lancé en 2010. Benefit et Make Up For Ever connaissent une avancée exceptionnelle sur tous leurs marchés.

L'activité **Montres & Joaillerie** réalise au premier trimestre 2011 une croissance organique de 20 % de

The **Wines & Spirits** business group saw strong demand in the first quarter, notably in the United States and Asia. Champagne volumes increased by 8% compared to the robust first quarter of 2010 during which distributors' orders returned. The prestige cuvées enjoyed particularly rapid growth. With volumes up 16%, Hennessy cognac continued the excellent momentum seen at the year-end across all its qualities of cognac.

**Fashion & Leather Goods** recorded organic revenue growth of 13% in the first quarter of 2011. Louis Vuitton continued its exceptional momentum which was driven by the enthusiasm of both local clients and tourists for its high quality products. Production capacities were expanded in order to support this demand, thanks notably to the new Marsaz workshop in the Drôme region of France. For the first time the brand took part in the Baselworld Watch Fair reflecting the excellence of Louis Vuitton's watch-making expertise. Fendi and Donna Karan continued their rapid revenue growth. Other brands, in particular Céline, experienced a strong progress in activity.

For **Perfumes & Cosmetics**, organic revenue growth was 11% in the first quarter of 2011. Christian Dior had an excellent quarter thanks to the sustained growth of its flagship product ranges. The quarter saw the successful launch of the Dior Addict lipstick and the roll out of a new perfume, Miss Dior, with Natalie Portman as its muse. Guerlain benefited from the rapid growth of its legendary perfume Shalimar and from its skin care range Orchidée Impériale. Givenchy's growth was driven by the success of Play for Her, launched in 2010. Benefit and Make Up For Ever experienced exceptional growth across all markets.

The **Watches & Jewelry** business group recorded organic revenue growth of 20% in the first quarter of 2011,

ses ventes, soutenue par une excellente performance tant dans ses propres magasins que chez les détaillants multimarques. Les Maisons horlogères ont révélé des innovations de premier plan lors du Salon de Bâle. TAG Heuer renforce sa collection icône *Carrera* avec des chronographes d'une technicité unique au monde. Zenith, en forte croissance, poursuit la rénovation de sa Manufacture au Locle. Hublot bénéficie de la forte dynamique des lignes *Big Bang* et *King Power* et de l'ouverture de ses boutiques, notamment Place Vendôme. La nouvelle collection *Bee My Love* de Chaumet reçoit un excellent accueil. De Beers progresse significativement en Asie et aux Etats-Unis. Le trimestre a été marqué par l'annonce de l'alliance stratégique avec Bulgari.

Dans la **Distribution sélective**, la croissance organique des ventes s'établit à 17 % au premier trimestre 2011. DFS recueille les fruits de sa stratégie de qualité et bénéficie de l'essor du tourisme en Asie. Le programme de rénovation et d'extension des Gallerias se poursuit à Macao, Hawaï et Singapour. Sephora continue d'enregistrer d'excellentes performances dans toutes les régions. Grâce à son offre de produits exclusifs et de services innovants, Sephora augmente ses parts de marché et accélère l'expansion de son réseau dans les marchés à fort potentiel.

Compte tenu de l'environnement géopolitique et économique, LVMH continuera à concentrer ses efforts sur la mise en valeur de ses marques, maintiendra une stricte maîtrise des coûts et ciblera ses investissements sur la qualité, l'excellence et l'innovation de ses produits et de leur distribution. Le Groupe compte sur le talent et la motivation de ses équipes, la diversité de ses métiers et le bon équilibre géographique de ses ventes pour renforcer encore en 2011 son avance sur le marché mondial des produits de haute qualité.

*L'information réglementée liée à ce communiqué est disponible sur le site web [www.lvmh.fr](http://www.lvmh.fr).*

supported by the excellent performance of its own boutiques as well as that of multi-brand retail stores. The watch-making brands revealed their first class innovations at Baselworld. TAG Heuer strengthened its iconic *Carrera* collection of chronographs with a technicity unique in the world. Zenith, with strong growth, continued the renovation of its Manufacture in Le Locle. Hublot benefited from the strong momentum of its *Big Bang* and *King Power* lines and the opening of its own boutiques, notably Place Vendôme. Chaumet's new *Bee My Love* collection was very well received. De Beers made significant progress in Asia and the United States. The announcement of the strategic alliance with Bulgari was a key highlight of the quarter.

**Selective Retailing** recorded organic revenue growth of 17% in the first quarter of 2011. DFS reaped the rewards of its quality strategy and benefited from the rise of tourism in Asia. The renovation and expansion program for the Macao, Hawaii and Singapore Gallerias continued. Sephora continued to record excellent performances across all its regions. Thanks to its exclusive product offering and innovative services, Sephora increased its market share and accelerated the expansion of its networks into markets with strong potential.

Taking into account the geopolitical and economic environment, LVMH will continue to focus its efforts on developing its brands, will maintain a strict control over costs and will target its investments on the quality, the excellence and the innovation of its products and of their distribution. The Group will rely on the talent and motivation of its teams, the diversification of its businesses and the good geographical balance of its revenues to increase, once again in 2011, its leadership of the global high quality products market.

*Regulated information related to this press release is available on our internet site <http://www.lvmh.com>.*

**Communiqué de Christian Dior en date du 19 avril 2011**

**Christian Dior Release dated 19 April 2011**

# Christian Dior

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 363 454 096 EUROS- 582 110 987 R.C.S PARIS

30 avenue Montaigne

PARIS

75008

TEL. 01 44 13 22 22

Paris, le 19 avril 2011

Paris, April 19th, 2011

**COMMUNIQUE**

**PRESS RELEASE**

**VENTES EN HAUSSE DE 17,5 % AU  
PREMIER TRIMESTRE**

**REVENUE GROWTH OF 17.5% IN THE  
FIRST QUARTER**

Le **Groupe Christian Dior** réalise, au premier trimestre 2011, des ventes de 5,5 milliards d'euros, en hausse de 17,5 %. La croissance organique\* s'établit à 14,6 % par rapport à la même période de 2010 qui était déjà en forte progression. Le Groupe réalise un excellent début d'année, poursuivant les tendances observées à la fin de 2010. Les Etats-Unis, l'Europe et l'Asie connaissent une forte dynamique. Après le séisme intervenu au Japon, les équipes locales sont mobilisées pour organiser progressivement le retour à la normale.

L'évolution des ventes, à taux de change courants, est la suivante :

The **Christian Dior Group** recorded revenue of €5.5 billion in the first quarter of 2011, an increase of 17.5%. Organic\* revenue growth stood at 14.6% compared to the same period in 2010, which had itself shown strong growth. The Group had an excellent start to the year, continuing the trends seen at the end of 2010. The United States, Europe and Asia enjoyed strong momentum. After the earthquake in Japan, the Group's local teams worked hard to effect a gradual return to normal business.

On a current exchange rate basis, revenue progress was as follows:

<b>En millions d'euros / In EUR millions</b>	<b>1<sup>er</sup> trimestre 2011/ Q1 2011</b>	<b>1<sup>er</sup> trimestre 2010/ Q1 2010</b>
Christian Dior Couture	221	180
LVMH (publié/ <i>reported</i> )	5 247	4 472
Eliminations / <i>Eliminations</i>	<4>	<4>
<b>TOTAL</b>	<b>5 464</b>	<b>4 648</b>

Les ventes de **LVMH** de 5 247 millions d'euros reflètent une croissance de 17 % à taux courants et de 14 % à structure et taux de change comparables.

Tous les groupes d'activités enregistrent une croissance organique à deux chiffres de leurs ventes. Les Vins et Spiritueux ainsi que les Montres et Joaillerie poursuivent un fort rebond sous l'effet de la reprise confirmée de la demande des clients. Louis Vuitton enregistre une croissance organique à deux chiffres de ses ventes et accentue son avance.

**LVMH** recorded revenue of €5,247 million in the first quarter of 2011, an increase of 17% at current exchange rates and of 14% with comparable structure and constant exchange rates.

All business groups recorded double-digit organic revenue growth in the quarter. Wines & Spirits as well as Watches & Jewelry continued their strong recovery due to a confirmed return in client demand. Louis Vuitton registered double-digit organic revenue growth and accelerated its leadership.

**Variation 1<sup>er</sup> trimestre 2011 / 1<sup>er</sup> trimestre 2010 /  
% change Q1 2011 / Q1 2010**

	<b>Publiée / Reported</b>	<b>Organique* / Organic*</b>
Vins & Spiritueux / <i>Wines &amp; Spirits</i>	+ 20 %	+ 17 %
Mode & Maroquinerie / <i>Fashion &amp; Leather Goods</i>	+ 17 %	+ 13 %
Parfums & Cosmétiques / <i>Perfumes &amp; Cosmetics</i>	+ 9 %	+ 11 %
Montres & Joaillerie / <i>Watches &amp; Jewelry</i>	+ 28 %	+ 20 %
Distribution sélective / <i>Selective Retailing</i>	+ 20 %	+ 17 %
Total LVMH (publié)	+ 17 %	+ 14 %



\* à structure et taux de change comparables. / With comparable structure and constant exchange rates.

Les ventes trimestrielles de **Christian Dior Couture** s'élèvent à 221 millions d'euros, en progression de 22 % à taux courants et de 19 % à taux constants. Le premier trimestre a été marqué par la forte dynamique de croissance de l'activité « retail », qui affiche une progression des ventes de 28 % à taux courants et de 24 % à taux constants.

Toutes les zones enregistrent des croissances à deux chiffres : Europe, Amérique et Asie malgré les événements intervenus au Japon.

Compte tenu de l'environnement géopolitique et économique, le **Groupe Christian Dior** continuera à concentrer ses efforts sur la mise en valeur de ses marques, maintiendra une stricte maîtrise des coûts et ciblera ses investissements sur la qualité, l'excellence et l'innovation de ses produits et de leur distribution. Le Groupe compte sur le talent et la motivation de ses équipes, la diversité de ses métiers et le bon équilibre géographique de ses ventes pour renforcer encore en 2011 son avance sur le marché mondial des produits de haute qualité.

ANNEXE – Répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre.

L'information réglementée liée à ce communiqué est disponible sur le site web [www.dior-finance.com](http://www.dior-finance.com)

Revenues from **Christian Dior Couture** for the first quarter stood at €221 million, an increase of 22% at current exchange rates and 19% at constant exchange rates. The first quarter was notable for the strong growth dynamic of its retail business, which recorded revenue growth of 28% at current exchange rates and 24% at constant exchange rates.

All regions registered double-digit growth: Europe, America and Asia, despite the events in Japan.

Taking into account the geopolitical and economic environment, the **Christian Dior Group** will continue to focus its efforts on developing its brands, will maintain a strict control over costs and will target its investments on the quality, the excellence and the innovation of its products and of their distribution. The Group will rely on the talent and motivation of its teams, the diversification of its businesses and the good geographical balance of its revenues to increase, once again in 2011, its leadership of the global high quality products market.

APPENDIX – Revenue by business group and by quarter

The regulated information related to this press release is available on the website [www.dior-finance.com](http://www.dior-finance.com)

ANNEXE – Christian Dior - Répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre (\*)

APPENDIX – Christian Dior – Quaterly revenue by business group (\*)

En millions d'euros / Euros millions	<b>Christian Dior Couture</b>	<b>Vins et Spiritueux / Wines &amp; Spirits</b>	<b>Mode et Maroquinerie / Fashion &amp; Leather Goods</b>	<b>Parfums et Cosmétique s / Perfumes &amp; Cosmetics</b>	<b>Montres et Joaillerie / Watches &amp; Jewelry</b>	<b>Distribution selective / Selective Retailing</b>	<b>Autres activités et éliminations / Other activities &amp; eliminations</b>	<b>Total/ Total</b>
Premier trimestre 2011 / Q1 2011	221	762	2 029	803	261	1 421	(33)	<b>5 464</b>
Premier trimestre 2010 / Q1 2010	180	635	1 729	736	204	1 181	(17)	<b>4 648</b>

(\*) Chiffres arrondis à l'unité la plus proche. / Amounts rounded to the nearest digit.

## FISCALITE

*Le texte qui suit est un résumé limité à certaines considérations fiscales en France et au Luxembourg relatives aux Obligations et est ici inclus à une seule fin informative. Il contient certaines informations spécifiques à l'imposition à la source des revenus tirés des valeurs mobilières susceptibles, pour le cas de la France, de s'appliquer aux investisseurs qui ne sont pas résidents fiscaux de France au sens de la réglementation fiscale française en vigueur en France, qui ne sont pas actionnaires de l'Emetteur, qui n'ont pas de lien de dépendance avec ce dernier au sens de l'article 39, 12° du CGI et qui recevront des produits à raison des Obligations qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France. Ce résumé est fondé sur les lois en vigueur en France et au Luxembourg à la date du présent Prospectus et sont soumises à tout changement de loi. Il ne vise pas à décrire exhaustivement les éléments fiscaux à considérer pour se décider à acquérir, posséder ou céder des Obligations. Les investisseurs ou bénéficiaires des Obligations sont invités à consulter leur conseil fiscal sur les conséquences fiscales de toute acquisition, possession ou cession des Obligations et doivent en tout état de cause se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence, telle que modifiée, le cas échéant par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet Etat.*

### **Directive de l'Union Européenne sur l'imposition des revenus de l'épargne**

En vertu de la directive 2003/48/CE adoptée par le Conseil de l'Union Européenne (la "**Directive**"), il est exigé de chaque Etat Membre qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005 il fournisse aux autorités fiscales d'un autre Etat Membre des informations détaillées sur tout paiement d'intérêts ou revenus similaires effectué par un agent payeur relevant de sa juridiction à, ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident de cet autre Etat Membre. Cependant, durant une période de transition, l'Autriche et le Luxembourg peuvent appliquer un système de retenue à la source pour de tels paiements, en déduisant un impôt dont le taux, actuellement de 20%, lequel sera porté à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011 à 35% jusqu'à la fin de la période de transition. La période transitoire doit s'achever à la fin du premier exercice fiscal suivant la dernière des dates suivantes : (i) la date d'entrée en vigueur des accords conclus entre l'Union Européenne et certains Etats tiers prévoyant l'échange d'informations sur demande et l'application de la retenue à la source pour les paiements d'intérêts effectués par des agents payeurs établis dans ces Etats à des bénéficiaires effectifs résidant dans l'Union Européenne et (ii) la date à laquelle le Conseil aura convenu à l'unanimité que les Etats-Unis d'Amérique s'engagent à échanger des informations sur demande en cas de paiement d'intérêts par des agents payeurs établis sur leur territoire à des bénéficiaires effectifs résidant dans l'Union Européenne.

En outre, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005, des pays non

## TAXATION

*The following is a summary limited to certain tax considerations in France and in Luxembourg relating to the Notes and is included herein solely for information purposes. It specifically contains information on taxes withheld at source on the income from the securities that may apply, with respect to France, to investors who are not French resident under French tax law, not shareholders of the Issuer nor related with the latter within the meaning of Article 39, 12° of the CGI and will not receive such income through a fixed base or a permanent establishment located in France. This summary is based on the laws in force in France and in Luxembourg as of the date of this Prospectus and is subject to any changes in law. It does not purport to be a comprehensive description of all the tax considerations which may be relevant to a decision to purchase, own or dispose of the Notes. Each prospective holder or beneficial owner of Notes should consult its tax advisor as to the tax consequences of any investment in or ownership and disposition of the Notes and must in any event also comply with the tax legislation in force in their State of residence, as modified, as the case may be, by the international tax agreement signed by France and that State.*

### **EU savings directive**

Under EC Council Directive 2003/48/EC on the taxation of savings income (the "**Directive**"), each Member State is required, from 1 July 2005, to provide to the tax authorities of another Member State details of payments of interest or other similar income paid by a paying agent within its jurisdiction to, or collected for, a beneficial owner (within the meaning of the Directive) resident in that other Member State; however, for a transitional period, Austria and Luxembourg may instead apply a withholding system in relation to such payments, deducting tax at the current rate of 20% until July 1, 2011 and 35% thereafter until the end of the transitional period. The transitional period is to terminate at the end of the first full fiscal year following the later of the following dates: (i) the date of entry into force of the agreements between the European Union and some third countries providing for an exchange of information upon request with respect to interest payments made by paying agents established within their respective territories to beneficial owners resident in the European Union and (ii) the date on which the Council agrees by unanimity that the United States of America is committed to exchange of information upon request with respect to interest payments made by paying agents established within its territory to beneficial owners resident in the European Union.

Also with effect from 1 July 2005, a number of non-EU

européens, ainsi que certains territoires dépendants de, ou associés à, certains Etats Membres, ont accepté d'adopter des mesures similaires (soit la fourniture d'information, soit une retenue à la source provisoire) quant aux paiements effectués par un agent payeur relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident d'un Etat Membre. En outre, les Etats Membres ont conclu des accords réciproques de fourniture d'informations ou de retenue à la source transitoire avec certains de ces territoires dépendants ou associés quant aux paiements effectués par un agent payeur dans un Etat Membre à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident de l'un des ces territoires.

L'article 242 ter du Code général des impôts (le "CGI"), transposant en droit français la Directive, soumet les personnes établies en France et qui assurent le paiement d'intérêts ou revenus similaires à l'obligation de déclarer aux autorités fiscales françaises certaines informations au titre des revenus payés à des bénéficiaires domiciliés dans un autre Etat Membre, comprenant notamment l'identité et l'adresse des bénéficiaires ainsi qu'une liste détaillée des différentes catégories de revenus payés à ces derniers.

Le 13 novembre 2008, la Commission Européenne a publié un projet détaillé d'amendements de la Directive, incluant un nombre de changements suggérés. Le Parlement Européen a approuvé une version amendée de ce projet le 24 avril 2009. Si l'un de ces changements proposés relativement à la Directive est adopté, l'ampleur des exigences susmentionnées pourrait être modifiée ou élargie.

### **Retenue à la source en France**

*En l'état actuel de la législation fiscale française et de son interprétation par l'administration fiscale française, les dispositions suivantes résument les conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer aux investisseurs qui ne sont pas résidents fiscaux de France au sens de la réglementation fiscale française en vigueur en France et qui ne sont pas actionnaires de l'Emetteur.*

A la suite de l'entrée en vigueur de la troisième loi de finances rectificative pour 2009 (n° 2009-1674 en date du 30 décembre 2009) (la "**Loi**"), les paiements d'intérêts ou d'autres produits effectués par l'Emetteur au titre des Obligations ne seront pas soumis au prélèvement obligatoire prévu à l'article 125 A III du CGI sauf si les paiements s'effectuent hors de France dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (un "**Etat Non Coopératif**"), indépendamment du domicile fiscal ou du siège social du titulaire des Obligations et sous réserve toutefois des dispositions des conventions fiscales internationales.

La liste des Etats Non Coopératifs, au titre de l'année 2010, a été fixée par arrêté ministériel du 12 février 2010 (JORF n°0040 du 17 février 2010, page 2923, texte

countries, and certain dependent or associated territories of certain Member States, have agreed to adopt similar measures (either provision of information or transitional withholding) in relation to payments made by a paying agent within its jurisdiction to, or collected for, a beneficial owner (within the meaning of the Directive) resident in a Member State. In addition, the Member States have entered into reciprocal provision of information or transitional withholding arrangements with certain of those dependent or associated territories in relation to payments made by a paying agent in a Member State to, or collected for, a beneficial owner (within the meaning of the Directive) resident in one of those territories.

Article 242 ter of the *Code Général des Impôts* (French General Tax Code, hereinafter referred to as the "**CGI**"), which transposes the Directive into French law, introduces the clause requiring any person established in France and paying interest or other similar income to disclose certain information to French tax authorities relating to the revenues paid to beneficiaries domiciled in another Member State while including, in particular, the identity and the address of the beneficiaries as well as a detailed list of the different categories of revenues paid to such beneficiaries.

On 13 November 2008 the European Commission published a detailed proposal for amendments to the Directive, which included a number of suggested changes. The European Parliament approved an amended version of this proposal on 24 April 2009. If any of those proposed changes are made in relation to the Directive they may amend or broaden the scope of the requirements described above.

### **French withholding tax**

*The following provisions summarize the French tax consequences that could, as the case may be, under the current state of French tax legislation and of its interpretation by the French tax authorities, apply to investors that are not residing in France for tax purposes in the meaning of French tax regulations applicable in France and who are not shareholders of the Issuer.*

Following the introduction of the French "*loi de finances rectificative pour 2009 n° 3*" (no. 2009-1674 dated 30 December 2009) (the "**Law**"), payments of interest and other revenues made by the Issuer with respect to the Notes will not be subject to the mandatory withholding tax set out under Article 125 A III of the CGI unless such payments are made outside France in a non-cooperative State or territory (*Etat ou territoire non coopératif*) within the meaning of Article 238-0 A of the CGI (a "**Non-Cooperative State**"), irrespective of the Noteholder's residence for tax purposes or registered headquarters, while subject, however, to the provisions of international tax agreements.

The Non-Cooperative States list for 2010 was determined by a ministerial decision (*arrêté*) dated 12 February 2010 (JORF no. 0040 dated 17 February

n°11).

En application de l'article 125 A III du CGI, si les paiements au titre des Obligations s'effectuent dans un Etat Non Coopératif, un prélèvement obligatoire de 50% sera applicable (sous réserve de certaines exceptions et des dispositions plus favorables de tout traité de double imposition qui serait applicable).

En outre, en application de l'article 238-A alinéa 3 et 4 du CGI, pour les exercices sociaux ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 inclus, les intérêts et autres produits versés au titre des Obligations cesseront d'être déductibles du revenu imposable de l'Emetteur s'ils sont payés ou dus à des personnes physiques ou morales domiciliées ou établies dans un Etat Non Coopératif ou versés sur un compte tenu dans un organisme financier établi dans un Etat Non Coopératif. En vertu de ces dispositions, les charges de l'Emetteur correspondant aux revenus des Obligations non déductibles peuvent être, sous certaines conditions, requalifiées à due concurrence en revenus distribués en application des dispositions des articles 109 et suivants du CGI. Dans cette hypothèse, ces revenus peuvent faire l'objet de la retenue à la source prévue à l'article 119 bis 2 du CGI et liquidée dans une telle hypothèse au taux de 50%, sous réserve des stipulations plus favorables de toute convention fiscale applicable.

Nonobstant ce qui précède, la Loi dispose que ni le prélèvement obligatoire de 50% sur les intérêts et autres produits ni la non-déductibilité des intérêts et autres produits ne s'appliqueront si l'Emetteur démontre que l'émission des Obligations a principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation des intérêts et autres produits dans un Etat Non Coopératif (l' "**Exception**"). Conformément au rescrit n° 2010/11 (FP et FE) de l'administration fiscale française en date du 22 février 2010, l'Exception s'applique sans que l'Emetteur ait à apporter la preuve tenant à l'objet et à l'effet de l'émission, si les Obligations sont :

- (i) offertes dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 du Code monétaire et financier ou d'une offre équivalente réalisée dans un Etat autre qu'un Etat Non Coopératif. Une offre équivalente s'entend de celle rendant obligatoire l'enregistrement ou le dépôt d'un document d'information auprès d'une autorité de marché étrangère ;
- (ii) admises aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation d'instruments financiers français ou étranger, sous réserve que ce marché ou système ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif, et que le fonctionnement du marché soit assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de service d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger, sous réserve que cette entreprise, prestataire ou organisme ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif ; ou
- (iii) admises, lors de leur émission, aux opérations

2010, page 2923, text no. 11).

If such payments under the Notes are made in a Non-Cooperative State, a 50% mandatory withholding tax will be applicable (subject to certain exceptions and to the more favourable provisions of any applicable double tax treaty) by virtue of Article 125 A III of the CGI.

Furthermore, pursuant to Article 238-A paragraph 3 and 4 of the French CGI, interest and other revenues on such Notes will no longer be deductible from the Issuer's taxable income, as from the fiscal years starting on or after 1 January 2011, if they are paid or accrued to persons domiciled or established in a Non-Cooperative State or paid on an account opened in a financial institution established in such Non-Cooperative State. By virtue of these provisions, the Issuer's charges corresponding to the proceeds derived from the Notes and viewed as non-deductible can be requalified, under certain circumstances and up to the limit of the revenues distributed, as a constructive dividend as per the provisions of articles 109 et seq. of the CGI. In this case, these revenues may be subject to a withholding at source provided for in paragraph 2 of Article 119 bis of the CGI and, in such a case, be liquidated at the rate of 50 %, barring the existence of more favorable stipulations contained in any applicable tax agreement.

Notwithstanding the foregoing, the Law provides that neither the 50% mandatory withholding tax on interest and other products nor the non-deductibility of interest and other products will apply the Notes if the Issuer can prove that the principal purpose and effect of the issue of the Notes was not that of allowing the payments of interest or other revenues to be made in a Non-Cooperative State (the "**Exception**"). Pursuant to the ruling (*rescrit*) no. 2010/11 (FP and FE) of the French tax authorities dated 22 February 2010, the issue of the Notes will benefit from the Exception without the Issuer having to provide any proof of the purpose and effect of the issue of the Notes if such Notes are:

- (i) offered as part of a public placement within the meaning of Article L.411-1 of the French *Code monétaire et financier* or a similar placement conducted in a State other than a Non-Cooperative State. A similar placement is understood as one requiring the registration or filing of a prospectus with a foreign market regulator;
- (ii) admitted to trading on a regulated market or on a French or foreign multilateral securities trading system provided that such market or system is not located in a Non-Cooperative State, and the operation of such market is carried out by a market operator or an investment services provider, or by such other similar foreign entity, provided further that such market operator, investment services provider or entity is not located in a Non-Cooperative State; or
- (ii) admitted, at the time of their issue, to the

d'un dépositaire central ou à celles d'un gestionnaire de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers au sens de l'article L.561-2 du Code monétaire et financier, ou d'un ou plusieurs dépositaires ou gestionnaires similaires étrangers, sous réserve que le dépositaire ou gestionnaire ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif.

Par conséquent, dès lors que les Obligations répondent aux cas (ii) et (iii) ci-dessus, les revenus de ces dernières ne seront pas, en principe, soumis au prélèvement obligatoire de l'article 125 A III du CGI et l'Émetteur ne verra, en outre, pas leur déductibilité fiscale limitée sur le fondement de l'article 238-A du CGI.

### **Retenue à la source au Luxembourg**

#### *Non-résidents luxembourgeois*

En vertu de la loi fiscale luxembourgeoise actuellement en vigueur et sous réserve de l'application des lois luxembourgeoises en date du 21 juin 2005 (les "**Lois**") qui transposent la Directive et plusieurs accords conclus entre le Luxembourg et certains territoires dépendants de l'Union Européenne, aucune retenue à la source n'est susceptible de s'appliquer aux intérêts (y compris les intérêts courus mais non payés) versés aux Porteurs ne résidant pas au Luxembourg dans le cadre et aux conditions fixées par les Obligations.

Conformément à la Directive et aux lois applicables, un agent payeur situé au Luxembourg (au sens de la Directive) doit, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2005, retenir à la source sur les intérêts et autres produits similaires qu'il verse à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un résident, personne physique, d'un autre Etat Membre, à moins que le bénéficiaire de ces versements d'intérêts ne fasse le choix d'un échange d'information.

Le taux de retenue à la source est actuellement de 20% pour une période de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 et sera de 35% à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011. Le système de retenue à la source sera uniquement applicable pendant une période de transition dont la fin dépend de la conclusion de certains accords sur l'échange d'information avec certains pays.

#### *Résidents luxembourgeois*

Une retenue à la source de 10% a été introduite, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, sur les paiements d'intérêts effectués par l'Émetteur versés par les agents payeurs du Luxembourg (tels que définis dans la Directive) aux résidents, personnes physiques, du Luxembourg. Seuls les intérêts courus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005 sont soumis à cette retenue à la source. Tout revenu (autres que les intérêts) de fonds d'investissement et de compte courant dont le taux d'intérêt est inférieur ou égal à 0,75% par an est exonéré de retenue ou prélèvement à la source. En outre, les intérêts courus une fois par an sur les comptes d'épargne (à court et long terme) et dont le montant n'excède pas 250 € par personne et par agent payeur sont exonérés de retenue ou prélèvement à la source.

clearing operations of a central depository or of a securities clearing and delivery and payments systems operator within the meaning of Article L.561-2 of the French *Code monétaire et financier*, or of one or more similar foreign depositories or operators provided that such depository or operator is not located in a Non-Cooperative State.

Accordingly, since the Notes qualify under items (ii) and (iii) abovementioned, the revenues derived from the Notes will, in principle, not be subject to the mandatory withholding tax set forth in Article 125 A III of the CGI nor will the deductibility of the payments made by the Issuer with respect to the Notes be limited by Article 238-A of the CGI.

### **Luxembourg withholding tax**

#### *Luxembourg non residents*

Under Luxembourg tax law currently in effect and subject to the application of the Luxembourg laws dated 21 June 2005 (the "**Laws**") implementing the Directive and several agreements concluded between Luxembourg and certain dependent territories of the European Union, no withholding tax will apply upon the payment of interests (including accrued but unpaid interest) made to Luxembourg non-resident Noteholders in the scope and under the terms and conditions of the Notes.

Under the Directive and the applicable laws, a Luxembourg based paying agent (within the meaning of the Directive) is required since 1 July 2005 to withhold tax on interest and other similar income paid by it to (or under certain circumstances, to the benefit of) an individual resident in another Member State, unless the beneficiary of the interest payments elects for an exchange of information.

The withholding tax rate currently equals 20 per cent. for a period of three years starting on 1 July 2008 and will be of 35% as from 1 July 2011. The withholding tax system will only apply during a transitional period, the ending of which depends on the conclusion of certain agreements relating to information exchange with certain other countries.

#### *Luxembourg residents*

A 10% withholding tax has been introduced, as from 1 January 2006, on interest payments made by Luxembourg paying agents (defined in the same way as in the Directive) to Luxembourg individual residents. Only interest accrued after 1 July 2005 falls within the scope of this withholding tax. Income (other than interest) from investment funds and from current accounts provided that the interest rate is not higher than 0.75% are exempt from the withholding tax. Furthermore, interest which is accrued once a year on savings accounts (short and long term) and which does not exceed €250 per person and per paying agent is exempted from the withholding tax.

## SOUSCRIPTION ET VENTE

En vertu d'un contrat de placement (le "**Contrat de Placement**") en date du 10 mai 2011, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, ING Belgique SA, Natixis et Société Générale (ensemble, les "**Co-Chefs de File**") se sont engagés vis-à-vis de l'Emetteur, sous réserve de la réalisation de certaines conditions, à faire souscrire et faire régler les Obligations à un prix d'émission égal à 99,481 % du montant nominal total des Obligations. Le Contrat de Placement autorise, dans certaines circonstances, les Co-Chefs de File à résilier le Contrat de Placement.

### *Restrictions générales*

Aucune mesure n'a été ou ne sera prise dans un quelconque pays ou territoire par l'Emetteur ou par l'un des Co-Chefs de File (à leur meilleure connaissance) qui permettrait une offre au public des Obligations, ou la détention ou distribution du présent Prospectus ou de tout autre document promotionnel relatif aux Obligations, dans un pays ou territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet. En conséquence, les Obligations ne doivent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni le présent Prospectus, ni aucun autre document, publicité, ou autre document promotionnel relatif aux Obligations, ne doit être distribué dans ou à partir de, ou publié dans, tout pays ou toute juridiction excepté en conformité avec toute loi et réglementation applicables.

### *Espace Economique Européen*

Concernant chaque Etat Membre de l'EEE qui a transposé la Directive Prospectus (un "**Etat Membre Concerné**"), chaque Co-Chef de File a déclaré et garanti que, à compter de la date à laquelle la Directive Prospectus est transposée dans l'Etat Membre Concerné (la "**Date de Transposition Concernée**"), il n'a pas effectué et n'effectuera pas d'offre au public des Obligations faisant l'objet du présent Prospectus dans l'Etat Membre Concerné, sous réserve qu'à compter de la Date de Transposition Concernée, il pourra effectuer une offre au public des Obligations dans l'Etat Membre Concerné :

- (a) à tout moment à des personnes morales agréées ou réglementées en tant qu'opérateurs sur les marchés financiers ainsi que les entités non ainsi agréées ou réglementées mais dont l'objet social exclusif est le placement en valeurs mobilières, ou si l'Etat Membre Concerné a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, à des personnes morales constituant des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus Modificative;
- (b) à tout moment à des sociétés qui, d'après leurs derniers comptes annuels ou consolidés publiés, présentent au moins deux des trois

## SUBSCRIPTION AND SALE

Pursuant to a subscription agreement (the "**Subscription Agreement**") dated 10 May 2011, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, ING Belgium SA/NV, Natixis and Société Générale (together, the "**Joint Lead Managers**") are liable *vis à vis* the Issuer, subject to the satisfaction of certain conditions, to procure the subscription and the payment for the Notes at an issue price equal to 99.481 per cent. of the aggregate principal amount of the Notes. The Subscription Agreement entitles, in certain circumstances, the Joint Lead Managers to terminate the Subscription Agreement.

### *General restrictions*

No action has been or will be taken by the Issuer or any of the Joint Lead Managers (to their best knowledge) in any country or jurisdiction that would permit a public offering of the Notes, or the possession or distribution of this Prospectus or any other offering material relating to the Notes, in any country or jurisdiction where action for that purpose is required. Accordingly, the Notes may not be offered or sold, directly or indirectly, and neither this Prospectus nor any circular, form of application, advertisement or other offering material relating to the Notes may be distributed in or from, or published in, any country or jurisdiction except under circumstances that will result in compliance with any applicable laws and regulations.

### *European Economic Area*

In relation to each Member State of the European Economic Area which has implemented the Prospectus Directive (each, a "**Relevant Member State**"), each Joint Lead Manager has represented and agreed that with effect from and including the date on which the Prospectus Directive is implemented in that Relevant Member State (the "**Relevant Implementation Date**") it has not made and will not make an offer of Notes which are the subject of the offering contemplated by this Prospectus to the public in that Relevant Member State except that it may, with effect from and including the Relevant Implementation Date, make an offer of such Notes to the public in that Relevant Member State:

- (a) at any time to legal entities which are authorised or regulated to operate in the financial markets or, if not so authorised or regulated, whose corporate purpose is solely to invest in securities, or, if the Relevant Member State has implemented the relevant provision of the 2010 PD Amending Directive, to any legal entity which is a qualified investor as defined under the 2010 PD Amending Directive;
- (b) at any time to any legal entity which has, according to its last annual or consolidated published accounts, two or more of (1) an

caractéristiques suivantes : un nombre moyen de salariés supérieur à 250 personnes sur l'ensemble de l'exercice, un total du bilan dépassant 43.000.000 d'euros et un chiffre d'affaires net annuel dépassant 50.000.000 d'euros et dans la mesure où l'Etat Membre Concerné n'a pas encore transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative;

- (c) à tout moment à moins de 100 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus), ou si l'Etat Membre Concerné a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus Modificative), dans chaque cas sous réserve du consentement préalable des Co-Chefs de File ; ou
- (d) à tout moment dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus,

à condition qu'aucune des offres mentionnées aux paragraphes (a) à (d) ci-dessus ne requièrent la publication par l'Emetteur ou l'un des Co-Chefs de File d'un prospectus conformément aux dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus ou d'un supplément au prospectus conformément aux dispositions de l'article 16 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins de cette disposition, (a) l'expression "**offre d'Obligations au public**" relative à toutes Obligations dans tout Etat Membre Concerné signifie la communication sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit d'informations suffisantes sur les conditions de l'offre et sur les obligations à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider d'acheter ou de souscrire ces Obligations, telle qu'éventuellement modifiée par l'Etat Membre Concerné par toute mesure de transposition de la Directive Prospectus, (b) l'expression "**Directive Prospectus**" signifie la Directive 2003/71/CE et inclut toute mesure de transposition dans chaque Etat Membre Concerné et (c) l'expression "**Directive Prospectus Modificative**" signifie la Directive 2010/73/UE et inclut toute mesure de transposition dans chaque Etat Membre Concerné.

#### **France**

Chaque Co-Chef de File a déclaré et reconnu qu'il n'a pas offert ou vendu ni n'offrira ou ne vendra d'Obligations, directement ou indirectement, au public en France, et qu'il n'a pas distribué ou fait distribuer ni ne distribuera ou ne fera distribuer au public en France le présent Prospectus ou tout autre document d'offre relatif aux Obligations et qu'une telle offre, vente ou distribution n'a été et ne sera faite en France qu' (a) aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers et/ou (b) aux investisseurs qualifiés agissant pour compte propre et/ou (c) à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre, le tout tel que défini, et conformément, aux articles L.411-1, L.411-

average of at least 250 employees during the last financial year; (2) a total balance sheet of more than €43,000,000; and (3) an annual net turnover of more than €50,000,000, as shown in its last annual or consolidated accounts and to the extent that the Relevant Member State has not yet implemented the relevant provision of the 2010 PD Amending Directive;

- (c) at any time to fewer than 100 natural or legal persons (other than qualified investors as defined in the Prospectus Directive) or, if the Relevant Member State has implemented the relevant provision of the 2010 PD Amending Directive, 150 natural or legal persons (other than qualified investors as defined in the 2010 PD Amending Directive) subject, in each case to obtaining the prior consent of the Joint Lead Managers; or
- (d) at any time in any other circumstances falling within Article 3(2) of the Prospectus Directive,

provided that no such offer of Notes referred to in (a) to (d) above shall require the Issuer or any of the Joint Lead Managers to publish a prospectus pursuant to Article 3 of the Prospectus Directive or supplement a prospectus pursuant to Article 16 of the Prospectus Directive.

For the purposes of this provision, (a) the expression an "**offer of Notes to the public**" in relation to any Notes in any Relevant Member State means the communication in any form and by any means of sufficient information on the terms of the offer and the Notes to be offered so as to enable an investor to decide to purchase or subscribe the Notes, as the same may be varied in that Member State by any measure implementing the Prospectus Directive in that Member State, (b) the expression "**Prospectus Directive**" means Directive 2003/71/EC and includes any relevant implementing measure in each Relevant Member State and (c) the expression "**2010 PD Amending Directive**" means Directive 2010/73/EU and includes any relevant implementing measure in each Relevant Member State.

#### **France**

Each Joint Lead Manager has represented and agreed that it has not offered or sold and will not offer or sell, directly or indirectly, any Notes to the public in France and it has not distributed or caused to be distributed and will not distribute or cause to be distributed to the public in France the Prospectus or any other offering material relating to the Notes and such offers, sales and distributions have been and will be made in France only to (a) providers of investment services relating to portfolio management for the account of third parties (*personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers*), and/or (b) qualified investors acting for their own account

2 et D.411-1 à D.411-4 du Code monétaire et financier.

(*investisseurs qualifiés agissant pour compte propre*) and/or (c) a restricted circle of investors acting for their own account (*cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre*), all as defined in, and in accordance with, Articles L.411-1, L.411-2 and D.411-1 to D.411-4 of the French *Code monétaire et financier*.

### ***Etats-Unis d'Amérique***

Les Obligations n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement en vertu de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières de 1933 telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**"). Les Obligations ne pourront être offertes ou vendues, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou à, ou pour le compte de, ressortissants américains (*U.S. Persons* tel que définies dans Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières) qu'en conformité avec les lois et règlements américains applicables aux valeurs mobilières.

En outre, dans les quarante (40) jours suivant le début du placement, une offre ou une vente des Obligations aux Etats-Unis par un agent placeur (qu'il participe ou non à l'offre), peut constituer une violation des obligations d'enregistrement au titre de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières.

### ***Royaume Uni***

Chaque Co-Chef de File a déclaré et garanti que :

- (a) il n'a distribué, ou n'a fait distribuer, et ne distribuera, ou ne fera distribuer, une quelconque incitation ou invitation à entreprendre des services d'investissement (au sens de la section 21 du "Financial Services and Markets Act 2000" ("**FSMA**")) reçue par lui et relative à l'émission ou à la vente des Obligations que dans des circonstances où la section 21(1) du FSMA ne s'applique pas à l'Emetteur ; et
- (b) il a respecté, et respectera, toutes les dispositions du FSMA applicables à tout acte en rapport avec les Obligations et effectué par lui au Royaume-Uni, ou à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni.

### ***Italie***

Le présent Prospectus n'a été, ni ne sera publié en République d'Italie en rapport avec l'offre des Obligations. L'offre des Obligations n'a pas été enregistrée auprès de la *Commissione Nazionale per le Società e la Borsa* ("**Consob**") en République d'Italie conformément au Décret Législatif n°58 du 24 février 1998 tel qu'amendé (la "**Loi sur les Services Financiers**") et au Règlement Consob n°11971 du 14 mai 1999 telle qu'amendée (le "**Règlement sur les Emetteurs**") et, en conséquence, les Obligations ne peuvent être, et ne seront pas, offertes, vendues ou remises, directement ou indirectement, en République d'Italie dans le cadre d'une offre au public, et aucun exemplaire du présent Prospectus ni d'aucun autre

### ***United States of America***

The Notes have not been and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933 as amended (the "**Securities Act**"). The Notes may not be offered, sold or delivered, directly or indirectly, within the United States or to or for the account or benefit of U.S. Persons (as defined in Regulation S under the Securities Act) otherwise than in accordance with applicable U.S. Securities laws and regulations.

In addition, until forty (40) days after the commencement of the offering, an offer or sale of the Notes within the United States by a dealer (whether participating in the offering or not) may violate the registration requirements of the Securities Act.

### ***United Kingdom***

Each Joint Lead Manager has represented and agreed that:

- (a) it has only communicated or caused to be communicated and will only communicate or cause to be communicated an invitation or inducement to engage in investment activity (within the meaning of Section 21 of the Financial Services and Markets Act 2000 (the "**FSMA**")) received by it in connection with the issue or sale of the Notes in circumstances in which Section 21(1) of the FSMA does not apply to the Issuer; and
- (b) it has complied and will comply with all applicable provisions of the FSMA with respect to anything done by it in relation to the Notes in, from or otherwise involving, the United Kingdom.

### ***Italy***

This Prospectus has been, nor will be, published in the Republic of Italy in connection with the offering of the Notes and such offering of the Notes has not been registered with the *Commissione Nazionale per le Società e la Borsa* ("**Consob**") in the Republic of Italy pursuant to Legislative Decree no. 58 of 24 February 1998 as amended (the "**Financial Services Act**") and to Consob Regulation no. 11971 of 14 May 1999, as amended (the "**Issuers Regulation**") and, accordingly, no Notes may be offered, sold or delivered, and will not be offered, sold or delivered, directly or indirectly, in the Republic of Italy in an offer to the public, nor may, or will, copies of this Prospectus or any other document relating to the Notes be distributed in the Republic of



document relatif aux Obligations ne peut être, et ne sera, distribué en République d'Italie, sauf (a) à des investisseurs professionnels (*investitori qualificati*), tels que définis à l'article 34-ter, paragraphe 1(b) du Règlement sur les Emetteurs, ou (b) dans toute autre circonstance bénéficiant d'une exemption aux règles applicables aux offres au public conformément aux conditions indiquées à l'article 100 de la Loi sur les Services Financiers et à ses règlements d'application, y compris l'article 34-ter, premier paragraphe, du Règlement sur les Emetteurs.

Toute offre, vente ou remise d'Obligations et toute distribution du présent Prospectus ou de tout autre document relatif aux Obligations en République d'Italie conformément aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus doit et devra être effectuée en conformité avec les lois italiennes en vigueur, notamment celles relatives aux valeurs mobilières, à la fiscalité et aux échanges et à toute autre loi et réglementation applicable et en particulier :

- (a) doit et devra être réalisée par une entreprise d'investissement, une banque ou un intermédiaire financier habilité à exercer cette activité en République d'Italie conformément à la Loi sur les Services Financiers, au Règlement Consob n°16190 du 29 octobre 2007 (tel qu'amendé) et au Décret Législatif n°385 du 1er septembre 1993 tel que modifié ; et
- (b) doit et devra être effectuée conformément à toutes les lois et règlements ou exigences et limites imposées par la Consob, la Banque d'Italie et/ou toute autre autorité italienne.

Les investisseurs qui souscrivent des Obligations au cours d'une offre sont seuls responsables pour s'assurer que l'offre ou la revente des Obligations souscrits dans le cadre de cette offre est réalisée conformément aux lois et réglementations italiennes applicables. Aucune personne résidant ou située en République d'Italie, qui ne serait pas destinataire original du présent Prospectus, ne saurait se fonder sur le présent Prospectus ou sur son contenu.

Italy, except (a) to qualified investors (*investitori qualificati*), as defined in Article 34-ter, paragraph 1(b) of the Issuers Regulation; or (b) in other circumstances which are exempted from the rules on offers to the public pursuant to, and in compliance with, the conditions set out in Article 100 of the Financial Services Act and its implementing regulations, including Article 34-ter, first paragraph, of the Issuers Regulation.

Any offer, sale or delivery of the Notes or distribution of copies of this Prospectus or any other document relating to the Notes in the Republic of Italy under (a) or (b) above must, and will, be effected in accordance with all relevant Italian securities, tax and exchange control and other applicable laws and regulations and, in particular, will be made:

- (a) by an investment firm, bank or financial intermediary permitted to conduct such activities in the Republic of Italy in accordance with the Financial Services Act, Consob Regulation No. 16190 of 29 October 2007 (as amended from time to time) and Legislative Decree No. 385 of 1 September 1993, as amended; and
- (b) in compliance with any other applicable laws and regulations or requirement and limitation which may be, from time to time, imposed by Consob, the Bank of Italy and/or any other Italian authority.

Any investor purchasing the Notes in the offering is solely responsible for ensuring that any offer or resale of the Notes it purchased in the offering occurs in compliance with applicable Italian laws and regulations. No person resident or located in the Republic of Italy other than the original addressees of this Prospectus may rely on this Prospectus or its content.

## INFORMATIONS GENERALES

1. Les Obligations ont été admises aux opérations des systèmes de compensation de Clearstream, Luxembourg (42 avenue JF Kennedy, 1855 Luxembourg, Luxembourg), d'Euroclear (boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgique) et d'Euroclear France (115 rue Réaumur, 75081 Paris cedex 02, France) sous le code commun 062483938. Le code ISIN des Obligations est FR0011044890.
2. L'émission des Obligations par l'Emetteur a été autorisée par délibérations du Conseil d'administration de l'Emetteur en date du 3 février 2011 et du 31 mars 2011 et une décision de Sidney Toledano, directeur général de l'Emetteur, en date du 5 mai 2011.
3. L'Emetteur a obtenu tous les accords, approbations et autorisations nécessaires en France dans le cadre de l'émission et l'exécution des Obligations.
4. Les Obligations ont fait l'objet d'une demande auprès de la Bourse du Luxembourg pour être inscrites sur la Liste Officielle et admises aux négociations sur le marché réglementé (au sens de la directive CE/2004/39 telle qu'amendée) de la Bourse du Luxembourg.
5. Les commissaires aux comptes de l'Emetteur pour la période couverte par les informations financières historiques sont Ernst & Young et Autres (41 rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex) et Mazars (Tour Exaltis, 61 rue Henri-Régnault, 92400 Courbevoie). Ernst & Young et Autres et Mazars ont audité les comptes annuels de l'Emetteur et rendu un rapport d'audit pour l'exercice financier de l'Emetteur clos le 31 décembre 2009 et pour celui clos le 31 décembre 2010. Ernst & Young et Autres et Mazars appartiennent à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.
6. Le total des frais relatifs à l'admission aux négociations des Obligations est estimé à 3.075 euros.
7. Le rendement des Obligations est de 4,117 % par an, tel que calculé à la Date d'Emission sur la base du prix d'émission des Obligations.
8. A l'exception des commissions payables aux Co-Chefs de File, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Obligations n'a un intérêt significatif dans l'émission.
9. Il n'y a pas eu de changement significatif dans la situation financière ou commerciale de l'Emetteur depuis le 31 décembre 2010.
10. Il ne s'est produit aucun changement défavorable significatif dans les perspectives de l'Emetteur depuis le 31 décembre 2010.

## GENERAL INFORMATION

1. The Notes have been accepted for clearance through Clearstream, Luxembourg (42 avenue JF Kennedy, 1855 Luxembourg, Luxembourg), Euroclear (boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgium) and Euroclear France (115 rue Réaumur, 75081 Paris cedex 02, France) with the common code 062483938. The ISIN code number for the Notes is FR0011044890.
2. The issue of the Notes has been authorised pursuant to resolutions of the Board of Directors of the Issuer dated 3 February 2011 and 31 March 2011 and a decision of Sidney Toledano, chief executive officer of the Issuer, dated 5 May 2011
3. The Issuer has obtained all necessary consents, approvals and authorisations in France in connection with the issue and performance of the Notes.
4. Application has been made to the Luxembourg Stock Exchange for the Notes to be listed on the Official List and admitted to trading on the regulated market (within the meaning of directive 2004/39/EC as amended) of the Luxembourg Stock Exchange.
5. The statutory auditors of the Issuer for the period covered by the historical financial information are Ernst & Young et Autres (41 rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex) and Mazars (Tour Exaltis, 61 rue Henri-Régnault, 92400 Courbevoie). Ernst & Young et Autres and Mazars have audited and rendered audit reports on the financial statements of the Issuer for the financial year ended 31 December 2009 and for the financial year ended 31 December 2010. Ernst & Young Audit and Mazars belong to the Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.
6. The total expenses related to the admission to trading of the Notes are estimated to EUR 3,075.
7. The yield of the Notes is 4.117 per cent. *per annum*, as calculated at the Issue Date on the basis of the issue price of the Notes.
8. Save for any fees payable to the Joint Lead Managers, as far as the Issuer is aware, no person involved in the offer of the Notes has an interest material to the issue.
9. There has been no significant change in the financial or trading position of the Issuer since 31 December 2010.
10. There has been no material adverse change in the prospects of the Issuer since 31 December 2010.

11. L'Emetteur n'a pas conclu de contrat important autre que les contrats conclus dans le cadre normal de ses affaires, qui contiendrait des stipulations qui mettrait à la charge de l'Emetteur une obligation ou un engagement important au regard de la faculté de l'Emetteur à accomplir ses obligations à l'égard des porteurs d'Obligations au titre des Obligations émises.
12. Sauf pour ce qui est indiqué dans le présent Prospectus (y compris les documents qui y sont incorporés par référence), durant une période couvrant au moins les douze (12) derniers mois, il n'y a eu aucune instance gouvernementale, judiciaire, ou arbitrale (y compris toute procédure dont l'Emetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu dans un passé récent des effets significatifs sur la position financière ou la rentabilité de l'Emetteur.
13. A la connaissance de l'Emetteur, il n'y a pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs, à l'égard de l'Emetteur, des membres du Conseil d'administration et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs.
14. Aussi longtemps que les Obligations seront en circulation, des copies du présent Prospectus, des documents incorporés par référence dans le présent Prospectus, du Contrat de Service Financier et des statuts de l'Emetteur seront disponibles pour consultation et des copies des comptes annuels les plus récents de l'Emetteur pourront être obtenus, sans frais, dans les bureaux des Agents Payeurs aux heures normales d'ouverture des bureaux. Le présent Prospectus et tous les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus sont également disponibles sur le site Internet de la bourse de Luxembourg ([www.bourse.lu](http://www.bourse.lu)).
11. The Issuer has not entered into contracts outside the ordinary course of the Issuer's business, which could result in the Issuer being under an obligation or entitlement that is material to the Issuer's ability to meet its obligation to holders of Notes in respect of the Notes being issued.
12. Save as disclosed in this Prospectus (including the documents incorporated by reference), during a period covering at least the previous twelve (12) months, there have been no governmental, legal or arbitration proceedings (including any such proceedings which are pending or threatened of which the Issuer is aware) which may have, or have had in the recent past, significant effects on the Issuer's financial position or profitability.
13. To the Issuer's knowledge, there are no potential conflicts of interest between the private interests and/or other duties of members of the Board of Directors of the Issuer and the duties they owe to the Issuer.
14. So long as any of the Notes remain outstanding, copies of this Prospectus, the documents incorporated by reference in this Prospectus, the Fiscal Agency Agreement and the *statuts* (by-laws) of the Issuer will be available for inspection and copies of the most recent annual financial statements of the Issuer will be obtainable, free of charge, at the specified offices for the time being of the Paying Agents during normal business hours. This Prospectus and all the documents incorporated by reference in this Prospectus are also available on the website of the Luxembourg Stock Exchange ([www.bourse.lu](http://www.bourse.lu)).

EMETTEUR  
*ISSUER*

**CHRISTIAN DIOR**

30, avenue Montaigne  
75008 Paris  
France  
+33 1 44 13 22 22

CO-CHEFS DE FILE  
*JOINT LEAD MANAGERS*

**CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND  
INVESTMENT BANK**

9, Quai du Président Paul Doumer  
92920 Paris La Défense Cedex  
France

**ING BELGIQUE SA**

24, avenue Marnixlaan  
1000 Bruxelles  
Belgique

**NATIXIS**

30, avenue Pierre Mendès-France  
75013 Paris  
France

**SOCIETE GENERALE**

29, boulevard Haussmann  
75009 PARIS  
France

AGENT FINANCIER ET AGENT PAYEUR  
*FISCAL AGENT AND PAYING AGENT*

**SOCIETE GENERALE**

BP 81236  
32, rue du Champ de Tir  
43312 Nantes Cedex 3  
France

ETABLISSEMENT INTRODUCTEUR A LUXEMBOURG  
*LUXEMBOURG LISTING AGENT*

**SOCIETE GENERALE BANK & TRUST**

11 avenue Emile Reuter  
L-2420 Luxembourg

COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EMETTEUR  
*AUDITORS TO THE ISSUER*

**MAZARS**

Tour Exaltis  
61, rue Henri-Régnauld  
92400 Courbevoie  
France

**ERNST & YOUNG ET AUTRES**

41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
France

CONSEIL JURIDIQUE DE L'EMETTEUR  
*LEGAL ADVISER TO THE ISSUER*

CONSEIL JURIDIQUE DES CO-CHEFS DE FILE  
*LEGAL ADVISER TO THE JOINT LEAD MANAGERS*

**BREDIN PRAT**

130, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris  
France

**GIDE LOYRETTE NOUEL A.A.R.P.I.**

26, cours Albert 1<sup>er</sup>  
75008 Paris  
France